

L'ÉQUIPE

CO-DIRECTEURS

Anaïs BERHOU

Robinson CHABOT-AGNESINA

Théo GALDEANO

Lilou THIBERT

FONDATRICE

Marine BUSSON

RÉDACTEURS ET RÉDACTRICES

Anaïs BERHOU

Maïli MORIN

Clara BAILLY

Klervie LE CORRE

Naomi LORENDEAU

Emma BERTHIER

Théo ALEJANDRE

Nina LAFON

Théo GALDEANO

Louna BOBINSKI

Jade CAYZAC

Lilou THIBERT

CONCEPTION COUVERTURE

Laura ALMEIDA



L'EDITO DES DIRECTEURS

Chères lectrices, chers lecteurs,

Ce mois de septembre 2025 s'ouvre sur un monde en effervescence. Tandis que les grandes puissances testent leurs alliances et leurs limites, de nouvelles voix s'élèvent, portées par une jeunesse décidée à bousculer l'ordre établi. La Balise Diplomatique consacre ce numéro à ces secousses générationnelles et géopolitiques, qui dessinent les contours d'un futur incertain, mais résolument vivant.

En Afrique, la jeunesse s'impose comme symbole d'une lutte sans relâche. Du Maroc à Madagascar, la Génération Z descend dans la rue, pour réclamer justice, dignité et transparence.

De l'autre côté de l'Atlantique, en Amérique du Nord, Donald Trump renoue avec la provocation à la tribune de l'ONU en attaquant le multilatéralisme. Ses discours contrastent avec les initiatives diplomatiques fragiles d'un monde qui cherche encore à se rassembler autour de valeurs communes.

En Amérique latine, les bouleversements sont tout aussi profonds : la défaite inédite de la gauche en Bolivie marque un tournant historique, tandis que la tension monte dans les Caraïbes entre Caracas et Washington. Mais la région n'est pas en reste d'espoir : au Mexique, la présidente Claudia Sheinbaum réinvente la symbolique du pouvoir par un cri d'indépendance, et le Brésil, hôte de la COP30, tente de concilier ambitions climatiques et intérêts économiques.

Sur le continent européen, les incursions de drones russes mettent à nu la vulnérabilité de l'espace aérien et posent la question d'une défense commune toujours balbutiante. Le projet du SCAF, symbole de l'autonomie stratégique, semble menacé par les rivalités industrielles, fragilisant l'idée même d'une Europe de la défense.

Dans l'espace eurasiatique, la guerre en Ukraine entre dans une nouvelle phase : celle des drones. Ce "mois des drones" révèle la mutation des conflits modernes, où la technologie devient arme de saturation et de peur, redéfinissant la notion même de sécurité.

Enfin, en Indopacifique, le Népal s'enflamme sous la pression d'une jeunesse lassée du népotisme et de la corruption. Là encore, la Génération Z s'impose comme moteur de la contestation, prouvant que la démocratie se réinvente à coups de hashtags et de solidarité transnationale.

De la rue d'Antananarivo aux tribunes de New York, de Katmandou à Belém, ce numéro témoigne d'un monde en mutation.

Bonne lecture, et merci de votre fidélité.

MAPPE



AMÉRIQUE DU NORD

EUROPE



AMÉRIQUE LATINE



AFRIQUE

MONDE



EURASIE

INDOPACIFIQUE

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

SOMMAIRE

AFRIQUE PAGE 6
RÉVOLTES DE LA GEN Z EN AFRIQUE, LA JEUNESSE COMME SYMBOLE DE LUTTE EFFRÉNÉE (P. 6)

AMÉRIQUE DU NORD PAGE 9
LE DISCOURS DE DONALD TRUMP À L'ONU, ENTRE PROVOCATIONS ET MÉPRIS POUR LE MULTILATÉRALISME (P. 9)

AMÉRIQUE LATINE PAGE 12
NOUVELLES ÉLECTIONS EN BOLIVIE : APRÈS VINGT ANS AU POUVOIR, LA GAUCHE CONNAIT UNE DÉFAITE INÉDITE (P. 12)

VENEZUELA - ÉTATS-UNIS : ESCALADE MILITAIRE DANS LES CARAÏBES (P. 14)

SOUVERAINETÉ ET SORORITÉ : LE CRI DE SHEINBAUM EN 2025 (P. 16)

LE BRÉSIL, HÔTE DE LA COP30 À VENIR, TANDIS QUE L'AMAZONIE SE TROUVE À UN TOURNANT CRITIQUE (P. 18)

EURASIE PAGE 22
SEPTEMBRE 2025 : LE « MOIS DES DRONES » EN UKRAINE (P. 22)

EUROPE PAGE 24
GUERRE HYBRIDE : INCURSIONS DE DRÔNES RUSSES DANS L'ESPACE AÉRIEN EUROPÉEN (P. 24)

L'EUROPE DE LA DÉFENSE VA-T-ELLE EXPLOSER ? FOCUS SUR LE SCAF (P. 26)

INDOPACIFIQUE PAGE 27
LE NÉPAL EN CRISE : QUAND LA GÉNÉRATION Z SE SOULÈVE CONTRE LE NÉPOTISME ET LA CORRUPTION (P. 27)

PROCHE ET MOYEN ORIENT PAGE 30
SPARTE OU LA DIPLOMATIE : QUELLES AVANCÉES DANS LA RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT PALESTINIEN (P. 30)

LA MÉDIATION QATARIE PEUT-ELLE SURVIVRE À LA VIOLATION DE SA SOUVERAINETÉ ? (P. 32)

RÉVOLTES DE LA GEN Z EN AFRIQUE. LA JEUNESSE COMME SYMBOLE DE LUTTE EFFRÉNÉE

Anaïs BERHOU

Cela fait plusieurs semaines que des mouvements de protestations ont émergé à travers le monde. Le Népal, principal instigateur, a très vite été rejoint par le Maroc et Madagascar. De l'Asie jusqu'au continent africain les revendications sont les mêmes : plus de droits et moins de corruption.

Depuis le 25 septembre 2025, la jeunesse malgache s'est rassemblée massivement dans les rues d'Antananarivo pour exprimer son mécontentement face aux multiples coupures d'eau et d'électricité qui paralysent la capitale. Ce qui, au départ, semblait être une simple contestation des défaillances du service public s'est transformé en un véritable ras-le-bol collectif contre le gouvernement en place et sa gestion des affaires internes. Les revendications des manifestants sont claires : il faut assainir les institutions gangrenées par la corruption et offrir de meilleures conditions de vie à une population plongée dans une extrême pauvreté. Selon la Banque mondiale, près de 75 % des Malgaches vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté. La Génération Z, en première ligne de ces protestations, ne surprend personne : c'est elle qui subit le plus directement les conséquences de la mauvaise gestion des ressources, notamment de l'eau et de l'électricité. Beaucoup de jeunes témoignent de leurs difficultés à étudier ou à travailler correctement, faute de conditions adéquates à la maison. Connectée, informée et consciente des injustices, elle incarne une génération qui refuse la résignation et exige la transparence, la justice et la dignité.

Face à cette situation, un appel à la démission du président Andry Rajoelina s'est élevé parmi la foule. Les manifestants lui reprochent de ne pas écouter la voix du peuple, alors même qu'il est lui-même issu d'un mouvement populaire qui l'avait porté au pouvoir en 2009. En réaction, le président s'est contenté de mettre fin aux fonctions du Premier ministre, invoquant l'article 54 de la Constitution, une décision jugée largement insuffisante par la rue, qui estime que c'est lui qui devrait partir. Nasandratra Andrianina, comédien et influenceur très suivi sur les réseaux sociaux, résume le sentiment général : « Le président a dit : « C'est le peuple qui donne le pouvoir. » Eh bien, maintenant, c'est le peuple qui le reprend, car nous ne pouvons plus tolérer cette situation. » Les jeunes manifestants rejettent ainsi la simple dissolution du gouvernement et exigent une véritable liste de réformes profondes pour refonder la gouvernance du pays.



Cette contestation s'est heurtée à une répression violente. Selon Reuters et Amnesty International, au moins 22 personnes ont été tuées et plus d'une centaine blessées depuis le début des manifestations. Les forces de sécurité ont eu recours à des tirs de balles en caoutchouc, à des gaz lacrymogènes et à des arrestations arbitraires. Malgré cela, la mobilisation persiste, soutenue par une solidarité croissante sur les réseaux sociaux. Dans ce contexte tendu, le président Rajoelina a tenté de décrédibiliser le mouvement en évoquant l'existence d'un prétendu complot contre l'État, qu'il attribue à des forces étrangères ou à des groupes cherchant à le renverser. Ce discours, typique des régimes fragilisés, vise à détourner l'attention des revendications légitimes et à justifier la répression. La jeunesse est présentée comme manipulée plutôt que comme actrice politique consciente. Le soulèvement malgache marque ainsi un tournant : dans un pays longtemps habitué au silence, la jeunesse redonne à la rue sa puissance politique et fait renaître l'espoir d'un renouveau démocratique.

LE CAS MAROCAIN : #GENZ212

À la suite de la mort de plusieurs femmes lors d'accouchements à l'hôpital Hassan II d'Agadir, un profond sentiment de colère a éclaté au sein de la jeunesse marocaine. Inspirés par leurs camarades malgaches, les jeunes sont descendus massivement dans la rue pour dénoncer la dégradation des services publics, notamment dans le domaine de la santé, ainsi que les priorités jugées incohérentes du gouvernement. Cette contestation est la plus vaste depuis les manifestations du Printemps arabe de 2011 qui avaient conduit le roi Mohammed VI à transférer certaines compétences au Parlement et la plus violente depuis les protestations du Rif en 2016-2017.



Le Maroc affiche une croissance économique soutenue : une hausse de près de 5 % du PIB est attendue cette année, contre 3,5 % l'année précédente. Pourtant, cette prospérité demeure très inégalement répartie. L'hôpital d'Agadir, inauguré en 1967, n'a jamais bénéficié d'une rénovation majeure et reste incapable de faire face au flux de patients, souvent venus des provinces rurales du Sud. Pendant ce temps, le pays investit des sommes colossales dans la préparation de la Coupe du monde 2030 et la construction de nouveaux stades. Ces projets d'envergure ont entraîné des expulsions de familles vivant dans la périphérie de Rabat, tandis que d'autres, sinistrées par le tremblement de terre de 2023, vivent encore dans des abris précaires. Le système éducatif, quant à lui, demeure en crise, et certaines régions comme Aït Souss souffrent de déserts médicaux et d'un manque criant de personnel.

Le mouvement #GenZ212, largement coordonné via les réseaux sociaux, s'est rapidement propagé bien au-delà des grandes métropoles, atteignant des localités plus petites comme Sidi Slimane, dans la région de Rabat-Salé-Kénitra. La diaspora marocaine, particulièrement active sur les plateformes numériques, a exprimé un fort soutien au mouvement, rappelant que le Maroc ne se résume pas à son image de royaume moderne et touristique : derrière les façades rénovées et les grands événements internationaux, la réalité sociale demeure marquée par la précarité et les inégalités.

Bien que les manifestations aient été majoritairement pacifiques, la répression a été sévère. Des vidéos vérifiées par Amnesty International montrent des forces de sécurité roulant délibérément sur des manifestants ou procédant à des arrestations violentes. Plusieurs témoignages évoquent des détentions arbitraires et des violences policières, accentuant le sentiment d'injustice et de désillusion d'une jeunesse qui réclame avant tout dignité, équité et réformes structurelles.

En définitive, le mouvement Gen Z 212 révèle un contraste saisissant entre la prospérité économique affichée et les fractures sociales réelles. Il met en lumière l'échec chronique des politiques publiques à répondre aux besoins fondamentaux de la population, tout en exposant le fossé croissant entre un État centré sur son image internationale et une jeunesse qui revendique un avenir plus juste et inclusif. Cette mobilisation générationnelle souligne également le rôle central des réseaux sociaux dans la coordination et la visibilité des luttes, ainsi que la puissance transnationale de la diaspora dans la diffusion du message.

Le soulèvement marocain, dans la lignée du mouvement malgache, marque un tournant symbolique : dans un pays longtemps habitué au silence et à la résignation, la jeunesse redonne à la rue sa puissance politique. Par son audace et son organisation numérique, elle ravive l'espoir d'un nouveau démocratique, tout en rappelant que la stabilité ne peut se construire sans justice sociale ni écoute des générations montantes.

LE DISCOURS DE DONALD TRUMP À L'ONU, ENTRE PROVOCATIONS ET MÉPRIS POUR LE MULTILATÉRALISME

Maili MORIN

Au lendemain du discours du président français Emmanuel Macron à la tribune de l'ONU, annonçant la reconnaissance de l'État de Palestine dans le sillage du Royaume-Uni, du Canada, du Portugal et de l'Australie, c'est au tour de Donald Trump de prendre la parole. Le président américain est intervenu le 23 septembre dernier à New York. Fidèle à son style, ce dernier a transformé son intervention en mise en scène, multipliant les attaques contre son auditoire, sur divers sujets d'actualité et, plus largement, contre l'efficacité même de l'ONU.

LE SOUTIEN SANS FAILLE DES ETATS-UNIS À ISRAËL

Les Etats-Unis sont un allié historique d'Israël, et Donald Trump ne fait pas exception. Au contraire, depuis son retour à la Maison Blanche, il affiche un appui sans réserve à Benyamin Netanyahou, tandis que Washington continue de s'opposer systématiquement à toute résolution onusienne condamnant Israël. Cette prise de parole à la tribune de l'ONU s'inscrit également dans un contexte marqué par une série de reconnaissances de l'État de Palestine par de nombreux pays. Et cela alors même que le conflit s'intensifie et que les Palestiniens tentent de survivre dans des conditions dramatiques, aggravées par l'état de famine récemment déclaré dans la bande de Gaza. Face à cette dynamique, le président américain a dénoncé la reconnaissance de la Palestine comme une « récompense pour le Hamas » et pour les atrocités commises par les terroristes, des déclarations alignées sur celles de l'Etat hébreu. Il a, en parallèle, réitéré son appel à la libération des otages encore détenus par le mouvement islamiste à Gaza.

UN NOUVEL ACTE D'HOSTILITÉ ENVERS LE MULTILATÉRALISME

Ce discours était également l'occasion pour Donald Trump de se présenter comme artisan de la paix dans le monde, de vanter les succès de ses politiques et, une fois encore, de fustiger le multilatéralisme onusien. Le président américain a ainsi prétendu avoir mis fin à sept guerres, affirmant avoir conclu des accords de paix, notamment entre l'Inde et le Pakistan ou encore entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et profitant de ce moment pour avancer que les Nations Unies « n'ont même pas essayé de l'aider » dans ces démarches. Fidèle à sa rhétorique provocatrice, il a déclaré à propos de l'ONU : « *Tout ce qu'ils savent faire, c'est écrire des lettres fermes et ne jamais donner suite, ce sont des paroles creuses, et les paroles creuses ne résolvent pas les guerres.* »

Par ailleurs, la panne du prompteur durant son allocution, ajoutée à la défaillance de l'escalator à son arrivée, a fourni à Donald Trump un nouvel argument pour critiquer l'organisation, y voyant le symbole d'une institution qu'il considère comme dysfonctionnelle, hostile et qu'il méprise depuis des années. Une autre attaque contre l'institution concernait la question migratoire, que Donald Trump a qualifiée d'« incontrôlée ». S'appuyant sur cet argument, il a affirmé que « *non seulement l'ONU ne résout pas les problèmes, mais qu'en plus elle en crée de nouveaux* ». Une position appuyée sur des chiffres souvent contestés, qui fait écho au rôle de financement des Nations Unies dans le système migratoire international.

Celui-ci assure soutien et protection aux réfugiés et aux migrants à travers le monde, en défendant notamment le principe selon lequel les personnes confrontées à la guerre dans leur pays ont le droit d'asile au-delà de leurs frontières.

UN TON DÉSAUPTROBATEUR À L'ÉGARD DE L'EUROPE

Parmi ses cibles favorites, l'Europe a occupé une place de choix dans le discours de Donald Trump. Entre critiques de la politique migratoire et attaques contre la ligne d'action européenne sur le dossier russo-ukrainien, le président américain n'a pas mâché ses mots. Il a d'abord accusé l'Union européenne de se laisser « envahir par les migrants » et a affirmé qu'il était temps de « mettre fin à l'expérience des frontières ouvertes », sous peine, selon lui, de voir les pays européens « aller en enfer ».

Les attaques du président concernant la guerre en Ukraine ont, elles aussi, retenu l'attention. Le changement de ton est notable, auparavant plus enclin à envisager un abandon de territoires ukrainiens et confiant dans sa capacité à négocier directement avec Vladimir Poutine, Donald Trump estime désormais que Kiev était « en mesure de reprendre le pays dans sa forme originelle ». Lui qui assurait avant son élection que la guerre n'aurait jamais commencé sous sa présidence et qu'il saurait la résoudre rapidement, appelle aujourd'hui l'Europe et les alliés de l'OTAN à abattre les avions russes violant leur espace aérien. Une déclaration qui fait suite à l'incursion de drones russes au cours du mois de septembre en Pologne, en Roumanie, en Estonie, ainsi qu'au Danemark et en Norvège. Autant de provocations attribuées à Moscou, qui visent cette fois des États membres de l'OTAN.

Donald Trump n'a pas non plus épargné l'Europe sur le terrain énergétique en déclarant : « L'Europe doit cesser ce comportement. Ils achètent du pétrole à la Russie et en même temps, ils se battent contre la Russie. C'est vraiment honteux ». En effet, si les pays de l'UE ont largement réduit leur dépendance aux hydrocarbures russes depuis le début de la guerre, certains comme la Hongrie et la Slovaquie continuent à s'approvisionner auprès de Moscou. La Commission européenne a pourtant fixé dès juin 2025 un calendrier visant à interdire totalement les importations de gaz et de pétrole russes d'ici fin 2027, renforcé par une nouvelle décision du 19 septembre instaurant un 19e paquet de sanctions, incluant l'arrêt des achats de gaz naturel liquéfié russe au 1er janvier 2027. Profitant de l'occasion, Donald Trump a également fustigé ce qu'il appelle les « énergies suicidaires européennes », les mettant au même rang que l'immigration parmi les menaces qu'il juge existentielles pour l'avenir du continent.

UN DÉNI CLIMATIQUE INQUIÉTANT

Sans grande innovation de sa part, Donald Trump a de nouveau affiché son climato scepticisme en critiquant les politiques environnementales, un argumentaire en adéquation avec son retrait rapide de l'accord de Paris dès son retour à la Maison Blanche en janvier 2025. Il a alors déclaré « Ce changement climatique, c'est la plus grande escroquerie de l'histoire de l'humanité, d'après moi ». Ses propos ont suscité de vives réactions dès le lendemain à l'occasion du Sommet climat organisé par l'ONU, où plus d'une centaine de représentants ont tiré la sonnette d'alarme sur les conditions actuelles et futures, prouvant alors la viabilité du multilatéralisme climatique, à seulement cinquante jours de la COP30.

Ainsi, le discours de Donald Trump à l'ONU illustre une fois encore sa stratégie de provocation, mêlant critiques frontales, posture de leader pour la paix et attaques répétées contre l'ONU et le climat. Sous ses attaques répétées se révèle une vision clivante des relations internationales, marquée par la remise en cause des alliances traditionnelles et par une diplomatie américaine plus que jamais guidée par le rapport de force.

NOUVELLES ÉLECTIONS EN BOLIVIE : APRÈS VINGT ANS AU POUVOIR, LA GAUCHE CONNAIT UNE DÉFAITE INÉDITE

Clara BAILLY

UNE VICTOIRE INÉDITE DE LA DROITE

Les boliviens ont voté le 17 août dernier pour le premier tour de la présidentielle et le renouvellement du Parlement. Le résultat est sans appel : la droite est largement en tête du scrutin, événement historique puisque c'est une première depuis maintenant 20 ans. Ce premier tour a été remporté par le sénateur de centre droit Rodrigo Paz et l'ancien président de droite Jorge Quiroga (surnommé Tuto) qui s'affronteront lors d'un second tour le 19 octobre.

De leur côté, Andronico Rodriguez, président du Sénat de gauche, et Eduardo del Castillo, le candidat du Mouvement vers le socialisme (MAS), n'ont obtenu que très peu de voix, montrant le manque de confiance de la population envers le gouvernement en place. MAS, dirigé par Evo Morales entre 2006 et 2019 puis par le président sortant, Luis Arce, dominait alors la scène politique bolivienne depuis de nombreuses années. Aujourd'hui, le gouvernement est ainsi majoritairement à droite avec 119 sièges sur 130 et la totalité des 36 Sénateurs dominés par le Parti Démocrate-Chrétien. C'est la déchéance pour les partis de gauche : MAS passe de 75 à 2 sièges et aucun Sénateur élu contre 21 auparavant.



Evo Morales

LA GAUCHE DISCRÉDITÉE

Débuté en 2020, le mandat de Luis Arce a connu une crise économique très importante. Lorsque Evo Morales présidait le pays, nous avons pu observer un recul notable du niveau de pauvreté et une hausse impressionnante du PIB. C'est en fait la chute des revenus gaziers à partir de 2017 qui a réellement plongé le pays dans la crise marquée par une pénurie de devise, de carburant et une inflation qui avoisine les 25%, du jamais vu depuis 2008. La situation économique critique du pays suivie de nombreuses manifestations ont alors amené Luis Arce à se retirer du scrutin le 13 mai dernier. La société Captura avait publié les chiffres d'un sondage prévoyant ses chances d'élections à seulement 1%.

« Je propose (...) l'union la plus large de la gauche, des organisations sociales et du peuple en général autour d'un programme pour aller de l'avant, en resserrant les rangs autour du candidat qui a le plus de chances de vaincre les pilleurs de la Bolivie » avait-il déclaré.

Ces élections ont anéanti tout espoir de victoire de la gauche pour le président sortant. Laetitia Perrier-Bruslé, spécialiste de la Bolivie et maîtresse de conférences en géographie à l'Université de Lorraine, explique que cette défaite de la gauche est finalement logique : « *Il y a une usure du pouvoir qui est bien connue dans tous les pays, un parti qui reste au pouvoir pendant 20 ans, il s'use, il se désagrège, et puis l'opinion publique, à un moment, cesse d'y croire.* » C'est donc ce manque de confiance, la situation économique atteignant un point de non-retour et les problèmes internes aux partis de gauche qui ont amené à cette défaite.

UN ANCIEN PRÉSIDENT AU CŒUR DES POLÉMIQUES

Evo Morales, quant à lui, envisageait la possibilité de se représenter pour un quatrième mandat mais il reste inéligible et sous le coup d'un mandat d'arrêt. Effectivement, l'ancien dirigeant bolivien aurait entretenu une relation avec une adolescente de 15 ans en 2015. Une fille serait ensuite née de cette relation qui aurait été consentie par les parents de la jeune fille. Evo Morales a toujours nié ces accusations.



Logo du Mouvement pour le socialisme

Son mandat d'arrêt avait été interrompu par un juge de La Paz puis rétabli deux jours après. La police souhaitait l'arrêter mais il s'est réfugié dans le centre du pays où personne n'est jamais intervenu. L'ex-président avait aussi été accusé de fraude électorale en 2019, ce qui l'avait contraint à démissionner. Il avait qualifié cet acte de coup d'Etat. Même si la Cour constitutionnelle interdit plus de deux mandats, l'ex-président souhaite briguer un quatrième mandat dès que possible. Afin de contester ces mesures, il a décidé de lancer un appel à la contestation en déclarant qu'il était nécessaire de voter nul lors des élections du 17 août afin de contrer cette injustice. Selon lui, le vote blanc allait l'emporter pour dénoncer ce scrutin « *sans légitimité* ». Presque 19,2% de bulletins blancs ont tout de même été décomptés, du jamais vu par le passé. Il faut noter que le vote est obligatoire en Bolivie, ce qui explique ce fort taux.

L'AGRO-INDUSTRIE EN FAVEUR DE CE REVIREMENT DE SITUATION

Quelques jours avant les élections, les partisans de la droite conservatrice s'étaient réunis à Santa Cruz pour la prise de fonctions du nouveau président de l'Association de producteurs d'oléagineux et de blé (Anapo), Abraham Nogales. Ce dernier est un fervent défenseur des idées portées par les deux candidats ayant remporté le scrutin.

Ils promettent la fin de l'« *étatisme* », au « *centralisme* » et de « *libérer* » les exportations, actuellement soumises à des quotas et à des permis. Ces nouvelles mesures libèreraient les producteurs de l'agro négoce. Ceux-ci affirment pâtir des politiques de gauche depuis deux décennies. Elles les empêcheraient d'être concurrentiels sur le marché, notamment face aux brésiliens et aux argentins.

Santa Cruz est la région la plus peuplée de Bolivie et l'économie y est portée par l'agro-business. « *D'ici viennent plus de 70% des produits alimentaires servant à nourrir le pays* » rappellent les représentants de l'agro-industrie présents au regroupement. Ces derniers souhaitent que les régions boliviennes obtiennent plus d'autonomie dans leurs choix politiques et économiques afin de devenir plus prospères et de sortir de la crise économique.

VENEZUELA - ÉTATS-UNIS : ESCALADE MILITAIRE DANS LES CARAÏBES

Klervie LE CORRE

La confrontation entre le Venezuela et les États-Unis s'accroît dans les Caraïbes. Alors que Washington renforce son dispositif militaire au nom de la lutte contre le narcotrafic, Caracas y voit une menace directe contre sa souveraineté. Entre exercices militaires, accusations croisées et inquiétudes exprimées dans la région, la situation laisse craindre une escalade aux conséquences régionales.

LA STRATÉGIE AMÉRICAINE : LUTTE ANTIDROGUE OU CHANGEMENT DE RÉGIME ?

Depuis août, les États-Unis ont intensifié leur présence militaire dans les Caraïbes. Huit navires de guerre, un sous-marin et dix avions furtifs F-35 déployés à Porto Rico participent officiellement à une vaste opération antidrogue. Washington affirme cibler les trafiquants de drogue et accuse Nicolas Maduro d'être à la tête d'un cartel international visant à inonder les États-Unis de drogue. La récompense pour sa capture a même été doublée, atteignant 50 millions de dollars. Les forces américaines ont mené plusieurs actions telles que la destruction de trois embarcations parties du Venezuela et l'interception d'un navire de pêche vénézuélien en eaux contestées. Ces opérations sont présentées comme des mesures de lutte contre le trafic de drogue, mais Caracas les qualifie de violations du droit international et de « provocations illégales » destinées à « justifier une escalade militaire ». Maduro accuse Washington de vouloir « s'emparer du pétrole et du gaz vénézuéliens », rappelant que son pays détient les plus grandes réserves mondiales de brut. De plus, il considère cette position comme un appui indirect à une stratégie de changement de régime visant à instaurer un « gouvernement fantoche ». Enfin, le procureur général a saisi l'ONU, dénonçant des « crimes contre l'humanité » commis lors des frappes américaines en mer.

LE VENEZUELA EN ÉTAT D'ALERTE PERMANENTE

Face aux pressions extérieures, le gouvernement Maduro a multiplié les mesures de défense intérieure. Il a en effet décrété un « état de commotion extérieure » et appelé la population à renforcer la défense nationale. Réservistes, miliciens et jeunes sont invités à rejoindre les casernes pour recevoir une formation militaire. Il y a « une agression en cours à caractère militaire et le Venezuela est habilité par les lois internationales à y répondre » et exercera son « droit légitime à se défendre », a indiqué le chef de l'État, estimant « rompues » les relations entre les deux pays. La Milice bolivarienne, composée de civils enrôlés, s'impose désormais comme un pilier du dispositif sécuritaire. Plus de 25 000 membres des forces armées ont été déployés aux frontières, accompagnés d'exercices militaires baptisés « Caraïbes souveraines 200 » sur l'île de La Orchila impliquant navires, aéronefs et troupes au sol. Le ministre de la Défense, Vladimir Padrino, a dénoncé une « guerre non déclarée » et affirmé qu'« il faut élever notre préparation opérationnelle à un scénario de conflit armé en mer ».

Maduro, quant à lui, insiste sur la nécessité de préparer la nation à un « scénario de conflit armé ». Malgré cette mobilisation, le Venezuela reste militairement en retrait. Ses F-16, acquis dans les années 1980, contrastent avec les avions de chasse F-35 américains, beaucoup plus modernes. Si Caracas affirme vouloir défendre sa souveraineté et ses ressources énergétiques, les analystes soulignent un déséquilibre stratégique important.

ENTRE OPPOSITION INTERNE ET SOUTIEN EXTERNE

Toutefois, la crise divise profondément le Venezuela. Edmundo Gonzalez Urrutia et María Corina Machado, figures de l'opposition, ont soutenu les initiatives américaines, les estimant nécessaires pour lutter contre le narcotrafic. Sur le plan régional, même des alliés traditionnels des États-Unis s'inquiètent. En Colombie, la ministre des affaires étrangères Rosa Villavicencio a jugé la présence militaire américaine « disproportionnée » et « démesurée », estimant que l'Amérique latine redoute désormais une véritable intervention militaire. S'adressant à l'Agence France-Presse, Mme Villavicencio a jugé que le déploiement de navires de guerre américains au large du Venezuela était « démesuré » et qu'il n'avait « rien à voir avec la lutte contre le trafic de drogue ». Elle a ajouté que « toute » l'Amérique latine est « préoccupée » par « la possibilité d'une intervention » militaire au Venezuela.

Entre mobilisation militaire nationale, pressions américaines et inquiétudes régionales, la crise vénézuélienne dépasse désormais le cadre interne pour devenir un conflit de portée internationale. Alors que Washington insiste sur la lutte antidrogue et que Caracas évoque une menace d'ingérence, le risque d'escalade reste élevé. L'avenir des relations entre les deux pays dépendra désormais de la capacité des acteurs à éviter un incident qui pourrait entraîner un conflit ouvert dans les Caraïbes.

SOUVERAINETÉ ET SORORITÉ : LE CRI DE SHEINBAUM EN 2025

Naomi LORENDEAU

Devant des milliers de personnes rassemblées au Zócalo, place emblématique située au cœur de Mexico, Claudia Sheinbaum est devenue la première présidente de l'histoire du Mexique à prononcer le traditionnel « *Cri de l'Indépendance* ».

UN CONTEXTE D'ÉMANCIPATION : EL GRITO

Les célébrations de l'Indépendance du Mexique, chères à la population, commencent chaque année à partir du 15 septembre au soir. Les soulèvements populaires de la fin du XVIIIe siècle gagnent le pays, qui prend les armes contre la force coloniale espagnole en 1810, à l'appel du cri d'indépendance du prêtre Miguel Hidalgo, « *¡Viva la Virgen de Guadalupe! ¡Viva Mexico!* », depuis le village de Dolorès. La lutte dure onze ans, menant aux accords de Córdoba, qui accordent officiellement l'indépendance au Mexique en 1821, plongeant l'État dans une instabilité politique pendant près d'un siècle.



UNE CÉRÉMONIE HISTORIQUE



Claudia Sheinbaum, première femme à occuper le poste de présidente du Mexique, a dirigé les commémorations de l'indépendance, devant plus de 140 000 personnes applaudissant son intervention. Les célébrations, alliant sobriété et symbolisme, Sheinbaum en a profité pour affirmer des valeurs féministes, en accord avec les droits des migrants, dans un contexte de pression de la part de Donald Trump.

La cérémonie s'est démarquée par sa richesse en termes de représentation et de référence. Sur le chemin la menant jusqu'au balcon du Palais national, la présidente s'est arrêtée devant le tableau de Leona Vicario, journaliste et militante ayant lutté pour l'indépendance du Mexique. Elle a ainsi rendu hommage aux héros et aux anonymes de la révolte, dont plusieurs femmes : Gertrudis Bocanegra, Manuela Molina, Téllez Girón et Josefa Ortiz.

En outre, ce sont des mains de femmes soldats de l'École militaire navale que la dirigeante a reçu le drapeau national. Ce sont également des « *femmes militaires spécialisées dans la broderie à la main* » qui ont confectionné la ceinture présidentielle qu'elle portait. Sa robe violette, symbole de la « *lutte féministe* » et de « *la dignité, la liberté et la conscience des droits des femmes* », était ornée de broderie artisanale nahua, l'une des principales communautés amérindiennes du Mexique. Ainsi, en cette année 2025, proclamée Année de la Femme Autochtone, Sheinbaum a choisi de soulever le voile d'invisibilisation qui drapait ces anonymes et de les mettre à l'honneur dans des représentations esthétiques et sémantiques.

LA MAIN DE FER DE SHEINBAUM FACE À TRUMP

Dans le contexte du retour de Donald Trump à la Maison Blanche, la présidente mexicaine a su garder la tête froide face aux menaces de relèvement de droits de douane. En effet, 80% des exportations de produits mexicains sont à destination des États-Unis, en particulier dans le cadre de l'ACEUM. Cette sanction intervient dans le cadre de la guerre commerciale menée par Trump contre plusieurs pays, et face à la difficulté à freiner les migrations illégales et le trafic de fentanyl vers les États-Unis. Trump avait déjà proposé d'envoyer des troupes américaines au Mexique pour combattre les cartels, qu'il considère comme des groupes terroristes. Claudia Sheinbaum avait néanmoins refusé, et a réaffirmé son point de vue lors de son discours : « *Aucune ingérence n'est possible dans notre patrie* ». Aux États-Unis, à l'approche du 15 septembre, plusieurs festivals, défilés et rassemblements ont été annulés en raison des craintes liées à la politique migratoire de l'administration Trump. Certains ont tout de même célébré l'Indépendance mexicaine, notamment à Los Angeles, New York et Chicago.

La presse salue donc une cérémonie réussie de la part de Claudia Sheinbaum, dont les pointes féministes et politiques ne sont pas passées inaperçues. Son premier Grito de Independencia représente un moment historique pour un pays profondément ancré dans le machisme, et a inspiré des millions de Mexicaines.

LE BRÉSIL, HÔTE DE LA COP30 À VENIR, TANDIS QUE L'AMAZONIE SE TROUVE À UN TOURNANT CRITIQUE

Emma BERTHIER

LE CHOIX DE BELÉM, ET SA PORTÉE SYMBOLIQUE POUR LA COP30

Le Brésil accueillera en novembre 2025 la 30^e Conférence des Parties sur le climat (COP30) à Belém, capitale de l'État du Pará, au cœur de l'Amazonie. Ce choix, loin d'être anodin, porte une valeur hautement symbolique. La ville, l'une des plus pauvres du pays, située à l'orée d'un écrin de verdure tropicale, est une représentation parfaite, et servira de rappel visuel constant aux participants de la Conférence quant à la volonté du Brésil d'allier les questions de protection de l'environnement à celles du développement social. Le but de l'hôte de l'événement est de mettre la problématique de la préservation de la forêt Amazonienne au centre des discussions afin de lui assurer une place centrale dans les décisions qui seront prises à l'occasion du sommet de novembre. En effet, selon le diplomate brésilien André Corrêa do Lago, président désigné de la COP30, le président Lula souhaite que la Conférence ait lieu dans une ville qui reflète les réalités du développement, de la pauvreté et des forêts, pour montrer ce qui peut être amélioré grâce aux résultats des négociations.

Cependant, à quelques semaines à peine du début de la Conférence, des interrogations persistent quant à la capacité de la ville d'accueillir l'ensemble des délégations prévues. Malgré des investissements importants de la part du gouvernement fédéral, les infrastructures sur place semblent encore insuffisantes en matière d'hébergement et de transport pour absorber confortablement la vague de diplomates, acteurs de la société civile et journalistes attendus sur l'ensemble des 15 jours de l'événement.

Les autorités affirment tout de même que la ville sera prête en temps et en heure, et qu'il n'est aucunement prévu de tenir certaines réunions dans d'autres localités du pays, qui seraient, elles, en capacité d'accueillir ne serait-ce qu'une partie des participants de la Conférence. Afin de pallier ce qui pourrait devenir une pénurie de lits, diverses solutions devraient être mises en place en novembre, en parallèle de la construction de divers établissements qui avait été entreprise jusqu'ici. Des bateaux de croisières seront par exemple amarrés au port de la ville, servant d'hôtels flottants, et des écoles seront également utilisées pour loger une partie des voyageurs.

Désireuses de s'éloigner des événements des années précédentes - comme à Dubaï - et de remettre la présence de la plus vaste forêt tropicale au centre des discussions, les autorités brésiliennes indiquent qu'être en capacité de tenir la COP30 à Belém comme prévu est absolument primordial. Le Brésil abritant près de 60% de l'Amazonie, cette stratégie de choisir une ville exposant de manière frontale la réalité d'un territoire clé pour l'équilibre climatique mondial apparaît comme nécessaire afin d'assurer une place de choix à la forêt tropicale dans les discussions qui seront menées.

UNE OCCASION DE RENOUVELER L'ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE POUR LA PRÉSERVATION DE L'AMAZONIE

L'Amazonie se trouve aujourd'hui à un tournant critique, 16% de sa couverture forestière a déjà disparu, 23% de sa connectivité écologique est fragmentée, et 26% de la forêt présente des signes de dégradation. Alors que ces atteintes alarmantes menacent d'affecter directement des millions de personnes à travers l'Amérique latine et le monde, les enjeux de la COP30 pour le Brésil prennent tout leur sens. L'événement pourrait constituer l'occasion de réaffirmer l'engagement de la communauté internationale à protéger ce biome d'une importance cruciale, en renforçant par exemple le financement et la coopération régionale, et en plaçant les droits et savoirs des peuples autochtones au cœur des stratégies de préservation.

La Conférence de cette année porte un enjeu tout particulier puisqu'elle intervient à un moment clé du processus lancé par les accords de Paris en 2015. Cette année, les Etats parties doivent présenter leurs premières actualisations quant à leurs contributions à la lutte contre le changement climatique (« *nationally determined contribution* » ou « *NDC* ») à travers la mise en place de stratégies nationales visant à réduire leur part d'émissions de gaz à effet de serre.

Le contexte sur cette question est d'ailleurs particulièrement préoccupant à l'échelle mondiale puisqu'en 2024 le seuil des +1,5°C de réchauffement par rapport à l'ère préindustrielle a été temporairement dépassé, faisant de cette année la plus chaude jamais enregistrée à ce jour. Il est donc attendu que la Conférence à venir s'attaque à la réduction de l'écart entre les engagements actuellement pris à travers le globe, et cet objectif initial de +1,5°C. Les négociations devraient également porter sur l'adoption d'une feuille de route afin de mobiliser d'importantes aides financières afin d'aider les pays les plus pauvres ou vulnérables à agir efficacement pour la protection de l'environnement et du climat.

De plus, la Cour internationale de justice a rendu une décision précisant qu'un « *environnement propre et sain constitue un droit humain fondamental* », ce qui ouvre la possibilité de voir à l'avenir des Etats tenus responsables de leur incapacité à mettre en place des mesures effectives de protection de l'environnement en vertu du droit international.

LES ENGAGEMENTS ET CONTRADICTIONS DU BRÉSIL EN MATIÈRE DE DÉFORESTATION

Depuis son retour au pouvoir, le président Luiz Inácio Lula da Silva a promis de mettre fin à la déforestation illégale avant 2030 et de réduire l'émission de gaz à effet de serre du Brésil de 67% d'ici à 2035. Bien que les premiers résultats à ce sujet soient encourageants - le pays ayant enregistré une baisse de la déforestation de près d'un tiers entre 2023 et 2024 (selon l'organisme MapBiomass) - de nombreuses préoccupations persistent au sein des organismes défenseurs de l'environnement qui alertent le public sur l'expansion de l'agro-industrie ou encore l'ouverture de nouveaux projets pétroliers dans le pays.

De plus, bien que le Brésil ait été l'un des premiers pays à divulguer sa NDC actualisée à l'occasion de la COP29, son plan d'action manque cruellement de mesures concrètes. Celui-ci avance à nouveau un objectif « *zéro déforestation* » d'ici 2030 en parlant « *d'efforts continus et coordonnés afin d'éliminer la déforestation illégale et de compenser les prélèvements légaux de végétation et émissions de gazs à effets de serre qui en résultent* ».

Le pays appuie sur cet objectif d'atteindre la neutralité carbone par la restauration de la forêt en tant que facteur clé de son action de protection de l'Amazonie. Cependant, cette NDC ne contient pas de calendrier d'actions clair, ce qui nourrit les critiques de la société civile à son propos.

De surcroît, des données publiées le 6 juin dernier signalent un accroissement alarmant de la déforestation entre août 2024 et mai 2025. En effet, selon les éléments collectés par l'Institut national de recherche spatiale brésilien (INPE), la destruction de la couverture forestière a enregistré une hausse de 9,1% par rapport à la même période l'année précédente. Cette hausse de la déforestation était particulièrement inquiétante au mois de mai, atteignant les 92% d'augmentation par rapport à mai 2024, soit 960 km² de forêts perdues. Sur l'ensemble de la période référencée dans ce rapport (août 2024 à mai 2025), la surface totale placée sous alerte de déforestation a progressé de 4%, ce qui représente 4495 km² de forêts menacées.

Dans le même temps, l'avancée d'un projet de loi surnommé « loi de la dévastation » qui vise à l'assouplissement de procédures d'octroi des licences environnementales, risquerait d'ouvrir la voie à des projets nocifs pour la préservation du biome tropical et pourrait permettre une intensification de la déforestation, notamment autour de certains grands chantiers d'infrastructures. Simplification extrême des procédures, auto-déclaration pour certains permis, allègement drastique des études d'impact, facilitation des projets miniers, énergétiques ou agricoles - y compris dans des zones sensibles - sont autant de mesures prévues par cette loi, et d'ores et déjà dénoncées par la société civile. Nombre de défenseurs de l'environnement avertissent d'un recul historique face à ce qu'ils considèrent comme un démantèlement insensé des gardes-fous environnementaux du Brésil. Le texte supprime en effet une grande part des obligations de prévention, de compensation et de réduction des dommages, ce qui risquerait de fracturer l'ensemble des avancées effectuées ces dernières années en matière de protection de l'environnement, et provoquer une hausse connexe de la déforestation illégale et du land grabbing dans certaines zones de forêt.

Dans ce contexte, en août, le président Lula a répondu à une partie des revendications de la société civile et a mis son veto à certaines dispositions de la « loi de la dévastation ». Mais bien qu'affaiblie, celle-ci est tout de même entrée en vigueur, et même si les projets considérés comme ayant un impact « modéré à élevé » demeurent soumis à un système plus poussé d'autorisations, d'autres mesures préoccupantes persistent. De plus, le Congrès conserve le pouvoir de lever le veto présidentiel.

UNE VOLONTÉ AFFICHÉE DE COOPÉRATION À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

L'Organisation du Traité de Coopération Amazonienne (OTCA), qui regroupe huit pays de l'Amazonie, constitue le seul bloc socio-environnemental d'Amérique latine. Elle a pour ambition de promouvoir le développement durable sur la région et coordonner la préservation de la biodiversité et des ressources hydriques, tout en respectant la souveraineté et les savoirs des peuples autochtones.

A l'occasion de la 5e réunion des chefs de ses Etats membres qui s'est tenue à Bogotá en août dernier, de nombreuses questions cruciales quant à la protection de la forêt tropicale et à l'avenir de la coopération régionale en matière de développement durable ont été mises en avant. Les discussions ont notamment souligné l'importance d'intégrer les savoirs scientifiques et les connaissances traditionnelles autochtones.

Le Brésil a insisté sur le fait de développer un dialogue efficace avec les peuples amazoniens via le Mécanisme amazonien des peuples autochtones (MAPI) et par la même occasion, plaider en faveur du renforcement du Fonds pour les Forêts Tropicales pour Toujours, lancé en 2023 et dont il est prévu qu'il soit introduit officiellement lors de la COP30.

Si la volonté de coopération et les annonces de financement formulées lors de la réunion paraissent encourageantes, il reste à déterminer si elles se traduiront par des actions concrètes, à la hauteur des défis que connaît aujourd'hui l'Amazonie. Tout de même, elle pose une base ambitieuse et prometteuse pour les discussions à venir au mois de novembre, à l'occasion de la COP30.

CONCLUSION

La COP30 s'annonce être une étape charnière en matière de préservation de l'Amazonie, et plus largement de protection de l'environnement et de promotion du développement durable. Il s'agira non seulement de revenir sur la faisabilité des objectifs listés à l'occasion des Accords de Paris, mais également de mesurer si les Etats sont encore capables d'œuvrer pour la mise en place de mesures concrètes et équitables afin de préserver la forêt amazonienne. Les délégations à la Conférence auront ainsi la capacité de viser à consolider une gouvernance climatique plus juste, inclusive et adaptée aux réalités locales, ou bien pourront montrer une nouvelle fois un exemple d'écart persistant entre discours ambitieux et mise en œuvre effective. Dans un contexte particulièrement critique pour la sauvegarde du biome tropical sudaméricain, le succès du sommet de novembre se mesurera donc moins à la force des déclarations qu'à la capacité des États à inscrire leurs engagements dans des actions durables, cohérentes et contraignantes pour la sauvegarde de l'Amazonie et, au-delà, de l'équilibre climatique mondial.

Comme le rappellent nombre d'ONG et de leaders autochtones, rien ne sera possible sans volonté politique : surmonter la crise climatique et écologique impose de transformer en profondeur les modes d'habitation et de gouvernance de l'Amazonie.

SEPTEMBRE 2025 : LE « MOIS DES DRONES » EN UKRAINE

Théo ALEJANDRE

En septembre 2025, la guerre en Ukraine atteint une nouvelle étape de confrontation aérienne : des vagues massives de drones – kamikazes et drones tactiques – ont été lancées par la Russie et, dans une moindre mesure, par l'Ukraine. L'intensité et la fréquence des attaques ont mis à l'épreuve les défenses aériennes ukrainiennes, provoqué des dommages importants aux infrastructures civiles et alimenté une course aux contre-mesures en Europe, car de nombreuses incursions ont été aussi repérées dans l'espace aérien de pays de l'Alliance atlantique (OTAN) et de l'UE, notamment de la Pologne, du Danemark, de l'Allemagne comme de la Belgique.

Le week-end du 27 au 29 septembre 2025 a été marqué par l'un des plus grands assauts aériens depuis le début du conflit : près de 600 drones et plusieurs dizaines de missiles ont été signalés lors d'une même salve visant Kiev et d'autres régions. Si selon les autorités de défense de l'Ukraine, la plupart des appareils ont été interceptés, certaines des frappes ont touché des zones résidentielles, des centres médicaux et des infrastructures énergétiques, faisant des victimes civiles et des dégâts matériels significatifs.

LA SATURATION PLUTÔT QUE LA PRÉCISION

L'usage intensif de drones peut s'analyser selon une logique d'attrition et de saturation. Au lieu d'obtenir des frappes précises avec une marge d'incertitude sur l'efficacité, Moscou semble vouloir lancer des centaines d'appareils peu coûteux pour submerger les couches de défense – radar, systèmes SAM, et moyens de lutte électronique – et forcer la consommation massive de munitions et de contre-mesures aériennes. Le faible coût de ces appareils rend la démarche d'autant plus rentable qu'elle provoque un grand coup psychologique à la population civile ukrainienne. Comment se protéger de frappe aléatoire ?

UNE LOGISTIQUE PEU COÛTEUSE

Parmi les plateformes utilisées figurent les systèmes de type « *Shahed* » (avec des munitions d'origine iranienne), les Lancet et autres munitions-drones russes, ainsi qu'une myriade de drones « FPV » et « VTOL » improvisés produits localement en Russie. La chaîne logistique combine à la fois des éléments issus de la production locale, des importations mais également des composants de l'industrie civile, en particulier des véhicules aéronautiques commerciaux tels que des moteurs à bas coût, des contrôleurs de vol et des batteries. Cette logistique permet de réduire les coûts quant à la fabrication de ces appareils.

IMPACT ÉCONOMIQUE ET HUMANITAIRE

Les Nations Unies et les ONG ont documenté une augmentation sensible du nombre de victimes civiles causées par les drones. En effet les attaques répétées ont endommagé les réseaux électriques, les hôpitaux et les installations civiles déjà fortement affaiblies par une guerre qui dure. Sur le plan du logement et des infrastructures économiques, certaines localités ont été rendues difficilement habitables et les bombardements de drones ont provoqué des perturbations économiques durables aggravant encore le bilan matériel de cette guerre.

L'usage massif de munitions planantes dans ou au-dessus d'espaces civils questionne le respect du droit international humanitaire : la distinction entre cibles militaires et civiles, la proportionnalité des attaques, et la responsabilité en cas d'atteintes graves. Des organes onusiens et commissions d'enquête ont demandé des investigations indépendantes sur des frappes touchant des infrastructures non militaires.

UNE RÉPONSE MULTISCALEAIRE

Pour contrer la menace, l'Ukraine a déployé une combinaison de réponses matérielles, notamment : des radars optimisés pour petites cibles, un système de brouillage électromagnétique ciblé, une utilisation d'artillerie antiaérienne mobiles et des intercepteurs de drones, notamment par le biais de modèles conçus en Ukraine et produits en coopération avec des fabricants occidentaux.

Sur le plan européen, l'explosion des attaques et des incursions a entraîné des réactions notamment un projet de mur anti-drones, dit « *drone wall* » (une ceinture de détection et d'interception co-construite entre pays de l'UE et des partenaires Ukrainiens). On note aussi une accélération des livraisons de radars et d'intercepteurs à l'Ukraine, ainsi que des discussions en cours sur des sanctions ciblées pour couper les flux finançant ces campagnes.

A court et moyen terme, tout porte à croire que la guerre des drones va rester centrale en raison de leur production accélérée, l'affinement des contre-mesures, et l'internationalisation de la question. La capacité de l'Ukraine à réduire l'impact de nouvelles vagues dépendra fortement du soutien en systèmes de défense, pièces, et formation que lui apporteront ses alliés.

CONCLUSION

Ces événements illustrent la transformation du conflit par ces armes à bas coût et à grande échelle. Les drones ont redéfini certaines des priorités stratégiques : Comment protéger efficacement les infrastructures civiles ? Comment mettre en œuvre une résilience énergétique ? Quelle coopération internationale dans la défense anti-drone ? L'évolution technique et logistique des deux camps annonce une période où la supériorité aérienne ne se mesurera plus seulement en chasseurs ou missiles, mais en capacité à détecter, intercepter et absorber ces vagues d'appareils à petit coût.

GUERRE HYBRIDE : INCURSIONS DE DRÔNES RUSSES DANS L'ESPACE AÉRIEN EUROPÉEN

Nina LAFON

Le mois de septembre a été de nombreuses fois bouleversé par la pénétration dans l'espace aérien européen de drones russes. En l'espace de deux semaines, ce sont plusieurs appareils et drones qui se sont introduits dans les espaces aériens nationaux de pays tels que la Roumanie, le Danemark ou encore l'Estonie.

RAPPEL DES FAITS

Dans la nuit du 9 au 10 septembre, au moins 19 drones d'origine russe ont été signalés en Pologne, violant ainsi pour la première fois l'espace aérien de cet État membre de l'OTAN. Le 13 septembre, c'est au tour de la Roumanie de voir apparaître dans son ciel un drone russe en direction de l'Ukraine. Le 19 septembre en Estonie cette fois-ci, ce sont des avions de chasse russes (MiG-31) qui ont survolé le ciel estonien, puis le 22 septembre au Danemark, l'incursion d'un drone russe dans ce pays scandinave bloque entièrement l'aéroport de Copenhague. Ces incursions à répétition, violant le droit international selon Tallinn, plongent ainsi l'Europe dans l'incertitude d'une potentielle escalade de la part de la Russie.

QUELLES RÉPONSES APPORTE L'EUROPE ?

Les Etats-Unis semblent prendre leurs distances avec l'Europe, qui ne pourrait plus compter que sur elle-même en cas de retrait américain. Suite au survol d'un aéroport à Copenhague, l'Union européenne a signalé sa volonté d'établir un « mur anti drone ». Dévoilée par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, la création d'un mur anti drone constituerait une première réponse à l'offensive russe qualifiée de « provocation extrêmement dangereuse » par la cheffe de la diplomatie européenne, Kaja Kallas. L'objectif de ce mur : défendre le flanc oriental de l'UE et ainsi dissuader la Russie de commettre à nouveau une violation de l'espace aérien européen.

La mise en place d'un système de défense anti-drones multicouche s'annonce complexe. Au lendemain des premières incursions, Volodymyr Zelensky a proposé à l'Union européenne de partager son expérience acquise sur le terrain face à la Russie. La mutualisation des renseignements et le partage d'expertise pourraient en effet permettre à l'Europe de renforcer sa crédibilité tout en améliorant sa capacité de réaction. Cependant, le lancement effectif de ce projet commun n'est pas attendu avant un an, laissant à la Russie, déjà très en avance dans ce domaine, le temps d'affiner encore ses capacités.

L'OTAN a répondu aux appels de la Pologne et de l'Estonie en activant l'article 4 du Traité de l'Atlantique Nord. Cet article, souvent considéré comme un précurseur de l'article 5, ne prévoit pas d'action militaire, mais ouvre la voie à des consultations entre les États membres lorsqu'un pays estime que son intégrité territoriale, son indépendance politique ou sa sécurité est menacée. Peu invoqué (activé seulement neuf fois depuis 1949), cet article souligne la gravité de la situation actuelle. Il vise à coordonner une réponse politique ferme et unie, sans pour autant déclencher de riposte militaire directe.

En parallèle, l'OTAN a lancé l'opération « *Sentinelle orientale* » (Eastern Sentry), destinée à renforcer les défenses du flanc est de l'Alliance, du Grand Nord jusqu'à la mer Noire et à la Méditerranée. Cette opération mobilise les forces du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la France et d'autres pays membres. Le général Grynkewich, chef des forces alliées, a annoncé que les premières manœuvres débiteront dans les prochains jours.

Si l'OTAN et l'Union européenne ont, selon certains observateurs, réagi avec une certaine rapidité, d'autres voix se montrent plus critiques. Le média espagnol Politico souligne notamment une réactivité jugée insuffisante, surtout comparée à celle dont fait preuve l'Ukraine face à des menaces similaires. Reste à voir si les mesures adoptées et la vitesse de leur mise en œuvre permettront réellement d'en mesurer l'efficacité sur le terrain.

QUELLE EST LA STRATÉGIE RUSSE DERRIÈRE TOUT ÇA ?

La stratégie russe semble aujourd'hui jouer avec les limites du droit international. Par ses multiples intrusions aériennes, Moscou chercherait à tester les défenses européennes et à évaluer la capacité de réaction des États membres de l'Union européenne et de l'OTAN. Ces actions viseraient à identifier les vulnérabilités des alliés, dissuader ceux qui soutiennent activement l'Ukraine, ou encore entretenir une pression constante sur les frontières orientales de l'Europe.

Ces incursions s'inscrivent dans le cadre plus large de la guerre hybride menée par la Russie contre l'« Occident ». Ce type de conflit mêle moyens militaires, technologiques, informationnels et économiques, afin d'exploiter les failles structurelles et psychologiques de l'adversaire sans déclencher d'affrontement direct. L'espace baltique, où plusieurs survols de drones ont été signalés récemment, illustre parfaitement cette stratégie : il s'agit d'une zone hautement sensible, à la fois stratégique et symbolique.

L'usage croissant des drones dans ce contexte participe à ce que certains analystes appellent la « *dronisation* » du champ de bataille. L'incident survenu à Copenhague, où le simple survol d'un drone a entraîné la fermeture temporaire de l'espace aérien danois, montre à quel point ces appareils peuvent perturber la sécurité nationale et révéler la vulnérabilité des infrastructures critiques – un point dont la Russie semble parfaitement consciente.

En définitive, l'Europe fait face à une intensification de ses défis sécuritaires, accentuée par ces récentes incursions russes. L'OTAN a condamné fermement ces actions, soulignant leur caractère dangereux et inacceptable, tout en appelant à une coordination accrue entre les États membres. Dans le contexte actuel de guerre hybride, l'Union européenne doit renforcer ses capacités de protection, notamment dans les secteurs stratégiques, et adapter ses structures de défense aux nouvelles formes de menaces qui redéfinissent désormais la sécurité du continent.

L'EUROPE DE LA DÉFENSE VA-T-ELLE EXPLOSER ? FOCUS SUR LE SCAF Théo GALDEANO

LE SCAF AU CŒUR D'UNE STRATÉGIE EUROPÉENNE

L'autonomie stratégique de l'Europe, chère à la France, était autrefois volontairement négligée par l'Europe, préférant recourir au grand frère américain pour garantir sa sécurité. Alors que le retrait du parapluie américain semble une hypothèse de plus en plus crédible, le projet du Système de Combat Aérien du Futur (SCAF) devait devenir un pilier de l'autonomie militaire européenne, mais une divergence industrielle pourrait bien mettre un terme au projet.

En 2017, Emmanuel Macron et Angela Merkel avaient lancé le projet afin de remplacer à terme les Rafales ainsi que les Eurofighters, dans un élan de fraternité européenne. Dassault Aviation, firme de la défense française, avait obtenu le titre de maître d'œuvre du projet, à juste titre car elle disposait de la meilleure expérience en matière aérienne, là où l'Allemagne avait obtenu en contrepartie le projet du char du futur. Les Allemands n'ayant pas produit d'avions militaires depuis la Seconde Guerre mondiale, les revendications de Dassault semblent légitimes.

En revanche, malgré le titre de maître d'œuvre, Dassault Aviation ne peut librement piloter le projet du SCAF, les Allemands et les Espagnols d'Airbus possédant 66% du projet. Eric Trappier, à la tête de Dassault, souhaiterait « driver » le projet, sa firme ne pouvant choisir les sous-traitants quant à la construction de cet avion. Les prédictions de prototype pour l'année 2026 paraissent dès lors fantaisistes. De plus, les Allemands ne veulent pas céder, au point que ces derniers se diraient prêts à quitter le projet pour se tourner vers le programme britannique Tempest, élaboré en partenariat avec le Japon et l'Italie.

UN DES RARES SUCCÈS INDUSTRIEL FRANÇAIS : LA DÉFENSE

Or, la défense reste aujourd'hui la seule industrie stratégique européenne qui échappe encore au contrôle allemand, domaine dans lequel Dassault a accumulé une expérience unique, notamment avec le Rafale. Ce dernier fait ses preuves sur certains théâtres d'opérations et s'est exporté notamment en Inde, au Qatar, en Croatie, en Égypte et bientôt en Grèce et en Serbie. Il semblerait que Berlin, qui règne déjà sur de nombreux secteurs industriels européens, supporte difficilement de voir Paris tenir le gouvernail dans ce secteur si symbolique de la puissance souveraine.

Plutôt que de reconnaître cette réalité et de bâtir un projet équilibré, les Allemands semblent préférer imposer une cogestion lourde, quitte à ralentir, voire compromettre, l'ensemble du programme. Les velléités de défense européenne sont manifestement compromises par la volonté de suprématie industrielle allemande, et cela pourrait bien déboucher sur une crise diplomatique, le (demi) Gouvernement étant déterminé à soutenir Dassault dans sa décision.

LE NÉPAL EN CRISE : QUAND LA GÉNÉRATION Z SE SOULÈVE CONTRE LE NÉPOTISME ET LA CORRUPTION

Louna BOBINSKI

Le Népal, l'un des pays les plus pauvres du monde, compte environ 30 millions d'habitants avec un âge médian de 23 ans. Le mois de septembre a vu naître dans ce pays, des violences inédites nées d'un simple hashtag sur un réseau social par des étudiants et lycéens dits « Gen Z ». Jamais le Népal, même durant la guerre civile, n'avait ainsi été dévasté. Pour comprendre comment le pays en est arrivé jusque là, rappelons le contexte dans lequel le Népal baigne depuis des années.

CONTEXTE POLITICO-ÉCONOMIQUE

D'un point de vue politique, il est important de rappeler qu'en 2008, le pays est passé d'une monarchie constitutionnelle à une république fédérale, mais cette transition n'a pas changé en profondeur les conditions de vie de la population. Depuis l'abolition de la monarchie, il y a eu 15 changements de premiers ministres, soit presque un par an, cela témoigne d'une véritable instabilité politique.

Corruption, népotisme et inégalités persistent, alimentant un fort sentiment d'injustice, source majeure de frustration généralisée. Transparency International classe le Népal au 107^e rang mondial en matière de corruption, avec une note de 34/100.

L'économie népalaise, de son côté, est sensiblement fragile : le PIB par habitant n'atteint que 1 400 dollars, plus de 20 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, et près d'un quart des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition selon Oxfam. Le pays dépend massivement des transferts d'argent envoyés par les travailleurs expatriés, qui représentent près de 26,5 % du PIB.

La jeunesse est particulièrement touchée : un cinquième des jeunes Népalais est au chômage, et chaque année, des centaines de milliers d'habitants quittent le pays pour travailler en Inde ou au Moyen-Orient. Cette fuite des talents accentue le malaise social et fragilise encore davantage le tissu économique et politique.

LES MANIFESTATIONS DE LA GÉNÉRATION Z

Face à ce blocage, la Génération Z a pris les choses en main. La « Génération Z », renvoi à la génération d'enfants nés entre 1997 et 2012, hyper connectés qui ont toujours connu l'existence d'internet. Environ 40 % des Népalais appartiennent à cette génération. Inspirés par des mobilisations en Indonésie, des lycéens et étudiants ont lancé sur les réseaux sociaux les hashtags #Nepokid et #Nepobaby pour dénoncer le népotisme. Ce dernier fait référence au fait que les politiciens abuseraient de leur position pour favoriser leurs proches et leurs familles.



VERS UNE TRANSITION POLITIQUE

Dans ce vide de pouvoir, la contestation s'est organisée en ligne, là où tout a commencé. Sur Discord, plus de 100 000 jeunes ont débattu de l'avenir politique du pays. Le nom de Sushila Karki, ancienne présidente de la Cour suprême, s'est imposé à la suite de nombreux sondages. Le 12 septembre, elle est nommée Première ministre par intérim, le Parlement est dissous et de nouvelles élections législatives sont prévues pour mars 2026.

Le 11 septembre, une réunion entre l'armée, le président Poudel et des représentants de la Génération Z avait déjà ouvert la voie à une telle solution. Mais la confusion reste grande : entre les partisans d'un retour à la monarchie, ceux qui réclament le respect strict de la Constitution et les militaires qui ont momentanément pris la main, l'avenir demeure incertain. Les autorités du gouvernement provisoire ont décrété une journée de deuil national le mercredi 17 septembre en l'honneur de ceux qui ont perdu la vie durant les manifestations.

CONSÉQUENCES INTERNATIONALES

Un mouvement tellement fort qu'il a balayé le gouvernement népalais en à peine 48 heures et qu'il réveille désormais des revendications dans d'autres pays d'Asie comme les Philippines mais aussi à Madagascar et au Maroc, des pays eux aussi désormais touchés par la contestation, la « Gen Z » a repris le drapeau de « *One Piece* » à son compte, comme un signe de ralliement. Alors que plus d'un tiers de la population mondiale est née entre 1997 et 2012, le poids démographique de la Génération Z lui donne en tout cas aujourd'hui un argument non négligeable pour faire entendre sa voix. En Asie, où elle représente jusqu'à 50% de la population totale, les regards sont désormais tournés vers l'Inde, où des centaines de millions de jeunes sont confrontés aux mêmes difficultés – chômage de masse, inégalités, corruption – les observateurs s'interrogent sur un possible effet de contagion.

Une question émerge : La Génération Z peut-elle devenir la force politique capable de transformer en profondeur des États minés par le népotisme et la corruption, à l'image de ce qui vient de se produire au Népal ?

SPARTE OU LA DIPLOMATIE : QUELLES AVANCÉES DANS LA RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT PALESTINIEN Jade CAYZAC

« Excellences,

Nous avons du pain sur la planche, car notre capacité à réaliser ce travail nous est coupée.

Nous sommes entrés dans une ère de perturbations imprudentes et de souffrances humaines incessantes.

Regardez autour de vous.

Les principes des Nations Unies que vous avez établis sont assiégés.

Écoutez.

Les milliers de la paix et du progrès cèdent sous le poids de l'impunité, des inégalités et de l'indifférence.

Des nations souveraines envahies.

La faim utilisée comme arme.

La vérité réduite au silence.

La fumée qui s'élève des villes bombardées. »

Le 23 Septembre 2025, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres adressait à la 80e Assemblée générale des Nations Unies un discours grave, déplorant l'état actuel des relations internationales. Si la diplomatie est envisagée comme un outil qui privilégie la communication et la régulation, elle traverse aujourd'hui une crise silencieuse. Celle qui nous permet d'espérer en la désescalade est reléguée au second plan, peinant à s'imposer, notamment face aux réalités du conflit israélo-palestinien. Un conflit qui donne le sentiment d'avancer dans l'impasse, d'un glissement permanent vers une logique d'affrontement qui laisse peu de place aux négociations. Alors que les initiatives de solutions à deux États se multiplient depuis une trentaine d'années, les rapports de forces semblent figés.

INVOQUER LE PASSÉ POUR PENSER LE FUTUR

La diplomatie est ce levier de transformation, qui favorise le dialogue à la violence, un espace où les mots portent un véritable poids. Dans son discours du 15 septembre 2025, Benyamin Netanyahu a choisi une comparaison qui a inquiété une partie des Israéliens. Dans un contexte d'isolement croissant, l'État hébreu doit devenir une « *Super Sparte* ».

L'image a de quoi mettre au défi les efforts diplomatiques. Sparte, cité-État célèbre pour son caractère ouvertement belliqueux et pour laquelle la guerre est le centre de gravité. Son économie y est consacrée et l'état de conflit armé n'est plus exception mais état permanent. À l'égard de la population israélienne, il s'agit également d'une annonce : celle de la perspective d'une autarcie assumée, d'un isolement économique qui tranche avec la tendance au libéralisme habituellement portée par le premier ministre.

Loin de se limiter à des discours symboliques et aux métaphores antiques, cette logique martiale se matérialise rapidement sur le terrain. En effet, alors même que le rapport du Conseil des droits de l'homme des Nations Unis qualifiait l'opération en cours à Gaza de génocide, Benyamin Netanyahu ordonnait dans la journée du 16 septembre une série de frappe sur Gaza-ville. Cette opération, à laquelle l'état-major israélien lui-même était opposé, illustre la surdité aux critiques internationales et nationales, et la priorité absolue donnée à la sécurité.

LA PALESTINE SE FAIT UNE PLACE DANS LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

La volonté de reconnaissance de la Palestine est une entreprise de longue date. En 2012, l'Assemblée générale des Nations Unies a admis la Palestine comme membre sans droit de vote, ce qui lui a permis néanmoins de devenir un État partie à la Cour pénale internationale (CPI) et d'étendre ses efforts diplomatiques au sein des institutions de l'ONU. Mais pour obtenir le statut de membre à part entière de l'ONU, l'aval du Conseil de sécurité reste indispensable – un objectif systématiquement freiné par le veto des États-Unis.

Le 22 septembre 2025, une conférence diplomatique organisée par la France et l'Arabie Saoudite s'est tenue lors de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. L'événement tenu à New York avait été fermement condamné par l'État hébreu, dont la délégation a boycotté l'événement. À son issue, la France, la Belgique, le Luxembourg, Malte et Andorre ont déclaré reconnaître l'État de Palestine. De fait, ils se rangent aux côtés du Royaume-Uni, du Canada, de l'Australie et du Portugal qui ont adopté la même résolution la veille. Neuf pays de plus reconnaissent l'État de Palestine, rallongeant la liste à 156, soit plus des trois quarts des États membres de l'ONU.

L'ILLUSION DU MOUVEMENT

Si certains y voient une étape historique, cette assemblée illustre aussi le fossé préoccupant entre les déclarations et le réel, entre les volontés internationales et la situation sur le terrain. Dans un contexte de transgression cinglante du droit international, la reconnaissance ne constitue pas une fin en soi, et ne doit pas se limiter à un sursaut symbolique. Sans actions concrètes, cette prise de position risquerait d'être inutile, gaspillant les efforts diplomatiques. Cependant, des nombreuses mesures sont nécessaires pour s'inscrire pleinement dans cette démarche, à commencer par l'application des décisions de justice internationale à l'encontre des responsables israéliens impliqués dans les violations des droits de l'homme.

Par ailleurs, l'allongement de la liste des pays reconnaissant l'État de Palestine ne la rend pas exhaustive. Même si des membres du G7 comme la France et le Royaume-Uni y figurent désormais, l'absence de certains acteurs majeurs reste significative. Au moins 39 pays n'en font pas partie, dont plusieurs nations européennes comme l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie ou encore le Japon, ou la Corée du Sud. Cette réticence s'explique principalement par un souci de loyauté envers les États-Unis, allié historique d'Israël.

Peu après sa référence historique, le premier ministre israélien s'est vu contraint de revenir sur ses propos après la chute immédiate des marchés financiers. Toujours est-il que le ton est donné. Si la diplomatie privilégie l'écoute, Israël y répond par une sourde oreille. Si les institutions font office de plateforme propice au dialogue et à l'interaction, l'État hébreu y a mené la politique de la chaise vide. Paradoxalement, ce refus de s'engager dans les processus diplomatiques accentue l'isolement et donc le besoin même de diplomatie, car rendant toujours plus difficile les résolutions pacifiques. Alors que pour une partie grandissante de la planète, la guerre menée par Israël à Gaza scandalise toujours plus par ses chiffres et ses images, les déclarations fortes ne suffisent plus. Un état symbolique n'est pas une panacée pour les Palestiniens, mais suivre les lignes directrices d'une civilisation millénaire déchu ne saurait être une solution durable non plus.

LA MÉDIATION QATARIE PEUT-ELLE SURVIVRE À LA VIOLATION DE SA SOUVERAINETÉ ?

Lilou THIBERT

« *Il n'y a pas et il n'y aura jamais d'immunité pour les terroristes* ». Cette déclaration de l'ambassadeur israélien Danny Danon suit une frappe israélienne sur Doha visant à éliminer les « *cerveaux du terrorisme* » ce 9 septembre. Le Qatar déplore ce jour la mort de six personnes, dont cinq membres du Hamas. Mais au-delà de ces pertes, le pays dénonce surtout une atteinte à son rôle de médiateur. Il semblerait que, malgré tous les efforts des Qataris à jouer les négociateurs depuis des années, ils n'en sont pas pour autant exempts d'attaques visant leurs médiations et, plus récemment, le sol même de leur nation.



QU'EST-CE QU'UN MÉDIATEUR INTERNATIONAL ?

L'article 33 de la Charte des Nations Unies énonce la médiation comme l'un des divers modes de règlement diplomatique des différends internationaux. La médiation se définit par la désignation d'un tiers, nommé comme remplissant la fonction de médiateur. Ce médiateur peut être un État, un groupe d'États, une organisation internationale, un organisme ou encore un acteur privé. Tant que celui-ci n'est pas impliqué dans le différend traité. Bien qu'il existe un différend, la médiation, nécessite un consentement des parties impliquées quant aux conditions d'intervention du médiateur désigné. Celui-ci n'a pas pour rôle d'imposer une solution, il se doit en revanche de rapprocher au maximum les points de vue tout en garantissant le respect de la souveraineté des États opposés. L'autorité de cet acteur découle du rôle catalyseur qu'il remplit lors des négociations. Il ne faut pas croire qu'une telle intervention se veut neutre, car forcément le médiateur propose aux parties une base de négociation ou une solution de fond qui relève de son opinion.

COMMENT LE QATAR CONJUGUE INFLUENCE ET MÉDIATION POUR ASSEOIR SA POSITION INTERNATIONALE ?

Comme si cela découlait de leur nature, chaque Etat semble aspirer à gagner en puissance sur la scène internationale. L'Etat du Qatar ne fait pas exception, et met en œuvre une stratégie particulière pour pallier la petitesse de son émirat. Les investissements massifs à l'étranger et l'usage de la diplomatie sportive, comme l'organisation de la coupe du monde de football en 2022, caractérisent bien le soft power à la qatarie. Des investissements allant de pair avec la stratégie d'influence médiatique, au travers de la chaîne d'information Al Jazeera, qui permettent une diffusion de l'influence de l'émirat du Qatar.

Mais il y a surtout un engagement considérable dans la diplomatie internationale depuis le début du 21^{ème} siècle. Cette stratégie volontariste de dialogue universel trouve sa genèse en 2006 lors de l'accession du Qatar au Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) comme membre non permanent. Dès lors, l'émirat intervient dans de nombreux dossiers en Afrique comme au Moyen-Orient : le Sahara occidental, les rivalités inter-palestiniennes, le Darfour, l'Érythrée et le Yémen ne relèvent plus exclusivement de l'Égypte, de l'Arabie saoudite, ni même de l'ONU.

Au-delà des premières retombées, Doha jouit alors de la reconnaissance et de l'estime du système international, avant de s'imposer comme un acteur central à mesure que sa médiation se traduit en aboutissements concrets. Comme en 2008 au Liban, l'émir du Qatar parvient notamment à réconcilier l'Autorité palestinienne et le Hamas, évitant une nouvelle guerre civile par la préparation de nouvelles élections. La diplomatie qatarie cible des dossiers précis comme les libérations d'otages, les trêves ou encore les réunifications familiales, qui lui permettent la mise en place de réseaux multidirectionnels tout en évitant les blocages politiques. En assumant intégralement cette approche, en termes financiers et logistiques, le Qatar s'accorde les faveurs d'acteurs de tous bords sur la scène internationale.

POURQUOI LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE S'EN REMET-ELLE « À UN SI PETIT ETAT » ?

Dorothee Schmid, directrice du programme Turquie contemporaine et Moyen-Orient de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), pointe le caractère paradoxal de la position qatarie d'interlocuteur privilégié auprès d'entités complètement antagonistes. Après un succès comme l'accord pour la paix en Afghanistan acté en 2020 à Doha, entre des parties aussi opposées que les talibans afghans et les États-Unis, le Qatar semble être resté un interlocuteur privilégié des Américains. Cette position lui permet d'ailleurs d'accueillir l'Iran et les États-Unis suivant l'attaque du 7 octobre 2023. L'Iran entretenant des relations fluides avec le Qatar, les États-Unis considèrent, pour leur part, l'émirat comme un allié majeur hors de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Washington y a établi la plus importante base militaire, Al-Udeid, en nombre de soldats dans la région et le siège de Centcom, soit le commandement des forces étatsuniennes au Moyen-Orient depuis plus de vingt ans. Et lorsqu'aux printemps arabes le Hamas a dû quitter la Syrie, certains affirment que c'est à la demande américaine que les Qataris leur ont offert l'asile, afin d'éviter que le Mouvement de résistance islamique ne se rende à Téhéran.

LE QATAR DANS LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN : UN RÔLE QUE LES OCCIDENTAUX PEINENT À JOUER ?

Mais peut être plus hostile encore que l'Aigle américain et le Lion de Perse, le Qatar semble jouer aujourd'hui un rôle prédominant dans la médiation du conflit entre Israël et le Hamas. C'est l'accord de trêve du 22 novembre 2023 qui fait émerger le Qatar comme potentiel médiateur dans ce conflit. L'émirat joue aussi un rôle prédominant dans la libération d'otages du 7 octobre d'une part et de prisonniers politiques palestiniens d'autre part.

Depuis leur départ de Damas en 2012, outre leur permettre d'établir résidence dans la capitale qatarie, Doha a su nouer des liens avec les dirigeants importants de la direction politique extérieure du Hamas. L'émir Cheikh Hamad ben Khalifa Al-Thani est aussi, cette même année, l'un des rares responsables politiques à se rendre dans la bande de Gaza. Et côté financier, le Qatar verse, avec l'aval d'Israël et des États-Unis, environ 30 millions de dollars par mois pour assurer la rémunération des fonctionnaires de la bande palestinienne.

Le paradoxe est d'autant plus frappant que le Qatar déclare publiquement qu'Israël est le « *seul responsable* » de cette guerre, un parti entièrement assumé pour la cause palestinienne. Pourtant, les échanges diplomatiques entre les représentants qataris et israéliens n'ont jamais été totalement rompus. Dans le cadre des Accords d'Oslo de 1993, le Qatar initie avec Israël un partenariat économique. L'émirat accueillera même, entre 1996 et 2009, la première représentation commerciale israélienne dans le Golfe. Mais le Qatar est contraint de mettre fin à cette représentation à la suite des tensions liées à l'opération israélienne Plomb Durci contre la bande de Gaza.



LE QATAR : DERNIER REPRÉSENTANT ARABE DANS LA DÉFENSE DE LA CAUSE PALESTINIENNE ?

Dans la guerre qui s'éternise dans les ruines de Gaza, le Qatar n'est pas le seul médiateur possible. L'Égypte est souvent mentionnée, mais comme la Jordanie en 1994, le Caire signe en 1979 des accords de paix avec Israël. Ils sont suivis en 2020, par les Accords d'Abraham qui établissent la paix entre l'Etat hébreu et les Émirats arabes unis, le Bahreïn, le Maroc et le Soudan. Des accords que « *le Qatar a estimé qu'il ne fallait pas signer* » se plaçant ainsi à la tête de la course. L'Arabie saoudite restait un négociateur potentiel, mais le processus de normalisation de ses relations avec Israël semble l'avoir écartée juste avant l'arrivée de la guerre.

Le Qatar semble donc en mesure de parler « *au nom des Palestiniens et des Arabes* ». La Turquie, qui n'est pas arabe, joue quant à elle le rôle d'interface avec les Occidentaux. Ensemble, ils permettent une « *forme de soulagement* » de voir ce dossier pris en charge, explique Madame Schmid. Et même si certains comme Israël, l'Égypte, ou les Émirats arabes unis perçoivent la médiation qatarie comme biaisée ou relevant de la complicité, Doha répond qu'il est essentiel de maintenir un canal de communication dans toute médiation. Madame Schmid ajoute même qu'il « *n'y a de toute façon personne d'autre.* »

DOHA SOUS ATTAQUE : LE QATAR PEUT-IL MAINTENIR SON RÔLE DE MÉDIATEUR ?

Agacés de voir les « *commandants* » du Hamas profiter du confort de « *palaces de luxe* », l'Etat hébreu souhaite voir le Qatar choisir entre la complicité et la médiation, quitte à forcer cette prise de position. A défaut d'obtenir satisfaction, ces frappes israéliennes ont renforcé l'image de médiateur dévoué du Qatar. L'attaque israélienne a d'abord provoqué un rare élan d'unité des quinze membres du CSNU, dans une condamnation des frappes israéliennes et la réaffirmation de la souveraineté qatarie. Plus inhabituel encore, les Etats-Unis sermonnent leur protégé expliquant que les « *frappes unilatérales sur le territoire du Qatar ne servent ni les objectifs d'Israël ni ceux de l'Amérique* ». Washington décide même de finaliser un accord de coopération de défense renforcée avec le Qatar.

Loin d'abandonner la médiation et pour faire triompher la diplomatie, Doha accueille le 15 septembre un sommet Arabe-islamique extraordinaire lors duquel les dirigeants dénoncent l'agression, appellent à la solidarité régionale et discutent de mécanismes de défense communs. Ils appellent aussi conjointement Donald Trump à maîtriser Israël et renoncent à toutes formes de représailles militaires ou économiques. Le Qatar, récemment isolé du fait de sa politique étrangère, semble retrouver lors de ce sommet une forme de solidarité des principaux dirigeants du Golfe et des pays islamiques avec son rôle central de médiateur. Loin d'être impressionné par cette démonstration de force, le Qatar a su au contraire user de cette violation de sa souveraineté pour renforcer sa place sur la scène internationale.

SOURCES ARTICLES

[AFRIQUE] RÉVOLTES DE LA GEN Z EN AFRIQUE, LA JEUNESSE COMME SYMBOLE DE LUTTE EFFRÉNÉE.

« Madagascar: Authorities Must Launch Investigations into Deadly Force Used against Gen Z Protesters. » Amnesty International, 8 oct. 2025, www.amnesty.org/en/latest/news/2025/10/madagascar-authorities-must-launch-investigations-into-deadly-force-used-against-gen-z-protesters/.

« Madagascar Protesters Reject President's Offer of Talks. » Reuters, 8 oct. 2025, www.reuters.com/world/asia-pacific/madagascar-protesters-reject-presidents-offer-talks-2025-10-08/.

« "We Are the Last Hope": Gen Z Madagascar Vows to Fight On until President Resigns. » The Guardian, 2 oct. 2025, www.theguardian.com/world/2025/oct/02/gen-z-madagascar-vows-protest-until-president-resigns/.

« À Madagascar, au moins cinq morts dans le soulèvement de la jeunesse contre les coupures d'eau et d'électricité. » Le Monde, 26 sept. 2025, www.lemonde.fr/afrique/article/2025/09/26/a-madagascar-au-moins-cinq-morts-dans-le-soulevement-de-la-jeunesse-contre-les-coupures-d-eau-et-d-electricite_6643042_3212.html.

« Madagascar President Accuses Protesters of "Foreign-Backed Coup Plot." » The Guardian, 3 oct. 2025, www.theguardian.com/world/2025/oct/03/madagascar-president-accuses-protesters-coup.

Amnesty International. « Morocco: Halt Use of Excessive Force Following Crackdown on Youth Protests. » Amnesty International, 3 oct. 2025, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2025/10/morocco-halt-use-of-excessive-force-following-crackdown-on-youth-protests/>.

Le Monde. « In Morocco, "The Regime Made a Mistake in Thinking That by Offering the People Sporting Events, They Would Forget Their Problems." » Le Monde Afrique, 4 oct. 2025, https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2025/10/04/in-morocco-the-regime-made-a-mistake-in-thinking-that-offering-the-people-sporting-events-would-make-them-forget-social-issues_6746078_124.html.

Le Monde. « Morocco's Youth Spotlight Agadir Hospital as Emblem of Healthcare Collapse. » Le Monde Afrique, 8 oct. 2025, https://www.lemonde.fr/en/le-monde-africa/article/2025/10/08/morocco-s-youth-spotlight-agadir-hospital-as-emblem-of-healthcare-collapse_6746215_124.html.

Reuters. « Youth-Led Unrest Exposes Cracks in Morocco's Economic Model. » Reuters, 6 oct. 2025, <https://www.reuters.com/world/africa/youth-led-unrest-exposes-cracks-moroccos-economic-model-2025-10-06/>.

AP News. « Gen Z Protests Are Shaking Morocco. Here's What to Know. » AP News, 5 oct. 2025, <https://apnews.com/article/106e99e49835fca17da9d1ee411b78f5>.

Morocco World News. « Gen Z Protests: Health Minister Breaks Silence on Agadir Tragedy, Promises Reforms. » Morocco World News, 9 oct. 2025, <https://www.morocroworldnews.com/2025/10/262448/gen-z-protests-health-minister-breaks-silence-on-agadir-tragedy-promises-reforms/>.

[AMÉRIQUE DU NORD] LE DISCOURS DE DONALD TRUMP À L'ONU, ENTRE PROVOCATIONS ET MÉPRIS POUR LE MULTILATÉRALISME

« A l'ONU, des dirigeants du monde entier répondent à Trump et montrent qu'ils poursuivent la bataille climatique ». Le Monde, https://www.lemonde.fr/planete/article/2025/09/25/a-l-onu-les-dirigeants-se-succedent-pour-repondre-a-donald-trump-sur-la-crise-climatique_6642852_3244.html.

« [Carte] Quels pays européens dépendent le plus du gaz russe? - Touteurope.eu ». toute, 30 juillet 2025, <https://www.touteurope.eu/economie-et-social/carte-quels-pays-europeens-dependent-le-plus-du-gaz-russe/>.

« "C'est le moment d'agir pour l'Ukraine": Trump fait volte-face sur le conflit ». France 24, 23 septembre 2025, <https://www.france24.com/fr/europe/20250923-c-est-le-moment-d-agir-pour-l-ukraine-trump-fait-volte-face-sur-le-conflit>.

« États-Unis: la charge de Donald Trump contre l'Europe à l'ONU ». Franceinfo, 24 septembre 2025, <https://www.franceinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/etats-unis-la-charge-de-donald-trump-contre-l-europe-a-l-onu-7510723.html>.

Guerre en Ukraine : l'Union européenne veut interdire les importations de gaz russe d'ici à la fin de 2026. <https://www.lemonde.fr/international/article/2025/09/19/guerre-en-ukraine-l-union-europeenne-veut-interdire-les-importations-de-gaz-russe-d-ici-a-la-fin-2026-6641913-3210.html>.

« "L'ONU ne résout pas les problèmes, elle en crée de nouveaux", attaque Trump au pupitre des Nations unies | Les Echos ». Les Echos, 23 septembre 2025, <https://www.lesechos.fr/monde/etats-unis/lonu-ne-resout-pas-les-problemes-attaque-trump-au-pupitre-des-nations-unies-2187928>.

Palacin, Hugo. « Guerre en Ukraine: un drone russe a survolé la Roumanie, quelques jours après une intrusion similaire en Pologne ». Touteurope.eu, 15 septembre 2025, <https://www.touteurope.eu/l-ue-dans-le-monde/guerre-en-ukraine-un-drone-russe-a-survole-la-roumanie-quelques-jours-apres-une-intrusion-similaire-en-pologne/>.

« Reconnaissance de la Palestine par la France: les réactions de la presse étrangère ». Courrier international, 23 septembre 2025, <https://www.courrierinternational.com/live/en-direct-reconnaissance-de-l-etat-palestinien-donald-trump-prend-la-parole-a-l-onu-235427-3>.

Trump questions purpose of United Nations in General Assembly address - The Washington Post. <https://www.washingtonpost.com/politics/2025/09/23/trump-united-nations-immigration-climate-change/>.

[AMERIQUE LATINE] NOUVELLES ÉLECTIONS EN BOLIVIE : APRÈS VINGT ANS AU POUVOIR, LA GAUCHE A CONNU UNE DÉFAITE INÉDITE

AFP. « Bolivie: le président, Luis Arce, renonce à se représenter après une crise économique et des sondages défavorables. » Le Monde. 14 mai 2025. <https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/14/bolivie-le-president-luis-arce-renonce-a-se-representer-apres-une-crise-economique-et-des-sondages-defavorables-6605880-3210.html>.

AFP. « En Bolivie, le Parlement bascule largement à droite, la gauche défaite. » Le Monde. 27 août 2025. <https://www.lemonde.fr/international/article/2025/08/27/en-bolivie-le-parlement-bascule-largement-a-droite-la-gauche-defaite-6635922-3210.html>.

AFP. « La justice bolivienne rétablit un mandat d'arrêt contre l'ex-président Evo Morales, accusé de détournement de mineure. » Franceinfo. 3 mai 2025. <https://www.franceinfo.fr/monde/ameriques/la-justice-bolivienne-retablit-un-mandat-d-arret-contre-l-ex-president-evo-morales-accuse-de-traite-de-mineure-7225425.html>.

AFP. « Présidentielle en Bolivie : la gauche évincée, deux candidats de droite s'affronteront au second tour. » Le Monde. 18 août 2025. <https://www.lemonde.fr/international/article/2025/08/18/presidentielle-en-bolivie-la-gauche-evincee-par-deux-candidats-de-droite-qui-s-affronteront-au-second-tour-d-apres-les-estimations-6631433-3210.html>.

Chaparro Amanda. « En Bolivie, la droite met fin à vingt ans de domination de la gauche aux élections. » Le Monde. 18 août 2025. [AFP. « Elections au Venezuela : le parti du président Maduro remporte une écrasante victoire, l'opposition se félicite d'une faible participation. » Le Monde, 26 mai 2025, \[https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/26/au-venezuela-le-parti-de-nicolas-maduro-remporte-23-des-24-gouvernorats-probable-majorite-absolue-a-l-assemblee_6608450_3210.html\]\(https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/26/au-venezuela-le-parti-de-nicolas-maduro-remporte-23-des-24-gouvernorats-probable-majorite-absolue-a-l-assemblee_6608450_3210.html\)](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/26/au-venezuela-le-parti-de-nicolas-maduro-remporte-23-des-24-gouvernorats-probable-majorite-absolue-a-l-assemblee_6608450_3210.html)

Chaparro Amanda. « En Bolivie, l'agro-industrie attend beaucoup du retour de la droite au pouvoir. » Le Monde. 24 août 2025., https://www.lemonde.fr/international/article/2025/08/24/en-bolivie-l-agro-industrie-attend-beaucoup-du-retour-de-la-droite-au-pouvoir_6634264_3210.html.

Chaparro Amanda. « En Bolivie, la gauche, divisée, pourrait perdre les élections après vingt ans d'hégémonie. » Le Monde. 17 août 2025. [AFP. « Elections au Venezuela : le parti du président Maduro remporte une écrasante victoire, l'opposition se félicite d'une faible participation. » Le Monde, 26 mai 2025, \[https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/26/au-venezuela-le-parti-de-nicolas-maduro-remporte-23-des-24-gouvernorats-probable-majorite-absolue-a-l-assemblee_6608450_3210.html\]\(https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/26/au-venezuela-le-parti-de-nicolas-maduro-remporte-23-des-24-gouvernorats-probable-majorite-absolue-a-l-assemblee_6608450_3210.html\)](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/26/au-venezuela-le-parti-de-nicolas-maduro-remporte-23-des-24-gouvernorats-probable-majorite-absolue-a-l-assemblee_6608450_3210.html)

Gacon, Julie. « Bolivie : comment expliquer l'éviction de la gauche aux élections présidentielles ? » France Culture. 21 août 2025. <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-question-du-jour/bolivie-comment-expliquer-l-eviction-de-la-gauche-aux-elections-presidentielles-3053757>.

[AMERIQUE LATINE] SOUVERAINETÉ ET SORORITÉ : LE CRI DE SHEINBAUM EN 2025

Aranda, Claudia. « Mexique, le Cri de l'Indépendance de Claudia Sheinbaum ». Pressenza, 25 septembre 2025, <https://www.pressenza.com/fr/2025/09/mexique-le-cri-de-lindependance-de-claudia-sheinbaum/>.

Atlantico. « Au Mexique, Claudia Sheinbaum célèbre l'indépendance et affirme la souveraineté nationale ». Atlantico, 18 septembre 2025, <https://atlantico.fr/article/video/mexique-claudia-sheinbaum-celebre-lindependance-affirme-souverainete-nationale-donald-trump-presidente-etats-unis-ingerences-pressions-traffic-drogue>.

« Claudia Sheinbaum et droits de douane, recette d'une présidente pour négocier des sursis ». CharenteLibre.fr, 2 août 2025, <https://www.charentelibre.fr/international/claudia-sheinbaum-et-droits-de-douane-recette-d-une-presidente-pour-negocier-des-sursis-25455587.php>.

Fisayo-Bambi, Jeremiah. « "Aucune ingérence n'est possible dans notre patrie" : la présidente mexicaine célèbre l'indépendance ». Euronews, 17 septembre 2025, <http://fr.euronews.com/2025/09/17/aucune-ingerence-nest-possible-dans-notre-patrie-la-premiere-femme-presidente-du-mexique-d>.

ICI.Radio-Canada.ca, Zone International-. « Le Canada et le Mexique conviennent d'approfondir leurs liens | Donald Trump, président des États-Unis ». Radio-Canada.ca, 19 septembre 2025, <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2193490/canada-mexique-accord-commercial-etats-unis>.

Nodwes, Rezo. « Etats-Unis: plusieurs célébrations de l'Indépendance mexicaine annulées par crainte de rafles migratoires - Rezo Nòdwès ». Rezo Nòdwès - Le journal citoyen haïtien!, 12 septembre 2025, <https://rezonodwes.com/?p=365618>.

País, El. « Video | Así fue el primer Grito de Independencia de Claudia Sheinbaum como presidenta de México ». El País México, 16 septembre 2025, <https://elpais.com/mexico/2025-09-16/en-directo-el-primer-grito-de-independencia-de-claudia-sheinbaum-como-presidenta-de-mexico.html>.

Pérez, David Marcial. « El primer Grito de Sheinbaum: una reivindicación de las mujeres y una defensa de México en tiempos de Trump ». El País México, 16 septembre 2025, <https://elpais.com/mexico/2025-09-16/el-primer-grito-de-sheinbaum-un-homenaje-a-las-mujeres-y-una-defensa-de-mexico-en-tiempos-de-trump.html>.

« Un premier “cri de l'Indépendance” truffé de symboles pour Claudia Sheinbaum ». Courrier international, 16 septembre 2025, https://www.courrierinternational.com/video/mexique-un-premier-cri-de-l-independance-truffe-de-symboles-pour-claudia-sheinbaum_235201.

Wagner, James. Claudia Sheinbaum da el Grito de Independencia, el primero de una mujer en la historia de México - The New York Times. <https://www.nytimes.com/es/2025/09/16/espanol/america-latina/sheinbaum-grito-independencia-mexico.html>. Consulté le 28 septembre 2025.

———. « Por primera vez en 215 años, una mujer dirige el Grito de Independencia de México ». The New York Times, 16 septembre 2025, <https://www.nytimes.com/es/2025/09/16/espanol/america-latina/sheinbaum-grito-independencia-mexico.html>. En Español.

[AMERIQUE LATINE] LE BRÉSIL, HÔTE DE LA COP30 À VENIR, TANDIS QUE L'AMAZONIE SE TROUVE À UN TOURNANT CRITIQUE

Borenstein, Seth. “To Host UN Climate Talks, Brazil Chose One of Its Poorer Cities. That’s No Accident.” AP News, 27 July 2025. apnews.com/article/united-nations-cop30-brazil-climate-do-lago-1968c645b24a5cfc5aa363da01d44495.

Bacca, Luisa Fernanda, et Paulo Ilich Bacca. « Amazonizar la Emergencia Climática: Lo Que las Redes de la Región le Proponen a la Cumbre de Presidentes. » El País, 20 août 2025. elpais.com/america-futura/2025-08-20/amazonizar-la-emergencia-climatica-lo-que-las-redes-de-la-region-le-proponen-a-la-cumbre-de-presidentes.html.

Harris, Bryan. « Focus Shifts to the Amazon for Brazil's Rainforest Climate Talks. » Financial Times, 11 nov. 2024. ft.com/content/8babfc95-e00b-4ab9-9ce1-cdd69e3e92f3.

Jurema, Bernardo. « Will COP30 Deliver for the Amazon – and the Planet? » Jacobin, 19 déc. 2024. jacobin.com/2024/12/cop29-cop30-climate-amazon-indigenous.

Malleret, Constance. « Brazil Activists Decry Green Rollbacks as Senate Passes “Devastation Bill”. » The Guardian, 22 mai 2025. theguardian.com/world/2025/may/22/brazil-environment-devastation-bill.

Paraguassu, Lisandra, et Kate Abnette. « Brazil Dismisses Calls to Relocate COP30 amid Amazon City Price Surge. » Reuters, 4 août 2025. reuters.com/sustainability/cop/brazil-dismisses-calls-relocate-cop30-amid-amazon-city-price-surge-2025-08-04/.

Przibiszki, Cristiane. « Impulsionado Pelo Fogo, Desmatamento na Amazônia Aumenta 4% em 2025. » O Eco, 7 août 2025. oeco.org.br/noticias/impulsionado-pelo-fogo-desmatamento-na-amazonia-aumenta-4-em-2025/.

« COP29: Five Key Takeaways from Brazil's 2035 Climate Pledge. » Carbon Brief, 20 nov. 2024. carbonbrief.org/cop29-five-key-takeaways-from-brazils-2035-climate-pledge/.

France 24, AFP. « Brésil : la forêt amazonienne amputée d'une surface équivalente à l'Espagne en 40 ans. » France 24, 15 sept. 2025. france24.com/fr/info-en-continu/20250915-brésil-la-forêt-amazonienne-amputée-d-une-surface-équivalente-à-l-espagne-en-40-ans.

Greenpeace Brasil. « Greenpeace Brasil alerta : Amazônia registra segundo aumento consecutivo de desmatamento. » 9 juin 2025. greenpeace.org/brasil/blog/greenpeace-brasil-alerta-amazonia-registra-segundo-aumento-consecutivo-de-desmatamento/.

Le Monde, AFP. « Au Brésil, la déforestation en Amazonie s'est accélérée au cours des dix derniers mois. » Le Monde, 7 juin 2025. lemonde.fr/planete/article/2025/06/07/au-bresil-la-deforestation-en-amazonie-s-est-acceleree-au-cours-des-dix-derniers-mois_6610885_3244.html.

Mapbiomas. « Amazônia perdeu quase 50 milhões de hectares de florestas nos últimos 40 anos. » 15 sept. 2025. brasil.mapbiomas.org/2025/09/15/amazonia-perdeu-quase-50-milhoes-de-hectares-de-florestas-nos-ultimos-40-anos/.

Ministério do Meio Ambiente e Mudança do Clima. « Devido a incêndios, desmatamento sobe 8,4% na Amazônia de agosto de 2024 a junho de 2025; Cerrado tem queda de 22,5%. » 15 juill. 2025. gov.br/mma/pt-br/noticias/devido-a-incendios-desmatamento-sobe-8-4-na-amazonia-de-agosto-de-2024-a-junho-de-2025-cerrado-tem-queda-de-22-5.

Nature Based Solutions Initiative. « The Promise and the Challenges of Brazil's New NDC. » 28 nov. 2024. naturebasedsolutionsinitiative.org/news/the-promise-and-the-challenges-of-brazils-new-ndc/.

News UN. « Les États ont l'obligation légale de réduire leurs émissions et de protéger le climat, selon la CIJ. » 23 juill. 2025. news.un.org/fr/story/2025/07/1157174.

Organização do Tratado de Cooperação Amazônica (OTCA). « Declaración de Bogotá refuerza fondo para salvar los bosques tropicales. » 26 août 2025. otca.org/declaracion-de-bogota-refuerza-fondo-para-salvar-los-bosques-tropicales/.

[EURASIE] SEPTEMBRE 2025 : LE « MOIS DES DRONES » EN UKRAINE

Borger, Julian, et al. « Zelenskyy condamne la "vile et lâche" attaque aérienne de 12 heures menée par la Russie contre l'Ukraine. » The Guardian, 28 sept. 2025. theguardian.com/world/2025/sep/28/hundreds-of-russian-missiles-and-drones-hit-ukraine-as-poland-scrambles-jets.

Center for Strategic and International Studies (CSIS). « Drone Saturation: Russia's Shahed Campaign. » CSIS, 13 mai 2025. csis.org/analysis/drone-saturation-russias-shahed-campaign.

« Civilian Casualties Remain Alarmingly High as Short and Long-Range Weapons Devastate Lives. » United Nations Office in Ukraine, 10 sept. 2025. ukraine.un.org/en/301284-civilian-casualties-remain-alarmingly-high-short-and-long-range-weapons-devastate-lives.

Gosselin-Malo, Elisabeth. « Interceptor drones are Europe's new hope for downing Russian Shaheds. » Defense News, 15 sept. 2025. defensenews.com/global/europe/2025/09/15/interceptor-drones-are-europes-new-hope-for-downing-russian-shaheds/.

Institute for the Study of War (ISW). « Russian Offensive Campaign Assessment, September 14, 2025. » ISW, 14 sept. 2025. understandingwar.org/research/russia-ukraine/russian-offensive-campaign-assessment-september-14-2025.

Mohamed, Edna, et News Agencies. « Au moins quatre morts dans une attaque majeure de drones et de missiles russes sur Kyiv, en Ukraine. » Al Jazeera, 28 sept. 2025. aljazeera.com/news/2025/9/28/major-russian-drone-missile-attack-hits-ukraine-kyiv-causing-casualties.

Reuters. « La Russie bombarde Kyiv et d'autres régions lors d'une attaque massive de drones et de missiles. » Reuters, 28 sept. 2025. reuters.com/business/aerospace-defense/russian-launches-major-drone-missile-attack-ukraine-still-ongoing-2025-09-28/.

[EUROPE] GUERRE HYBRIDE : INCURSIONS DE DRÔNES RUSSES DANS L'ESPACE AÉRIEN EUROPÉEN

Afp, Le Monde Avec. « La Pologne abat des “drones russes” entrés dans son espace aérien, Donald Tusk fustige une “provocation à grande échelle” » . Le Monde.fr, 10 septembre 2025, www.lemonde.fr/international/article/2025/09/10/la-pologne-abat-des-objets-hostiles-des-drones-russes-apres-des-violations-de-son-espace-aerien-l-aeroport-de-varsovie-ferme_6640226_3210.html.

Bilal, Arsalan. “Revue De L'OTAN - Guerre Hybride: Nouvelles Menaces, Complexité, Et La Confiance Comme Antidote.” NATO Review, 30 Nov. 2021, www.nato.int/docu/review/fr/articles/2021/11/30/guerre-hybride-nouvelles-menaces-complexite-et-la-confiance-comme-antidote/index.html.

Bosredon, Mickaël. « Alerte aux drones : “L'espace aérien français, l'un des plus denses d'Europe, pourrait être ciblé” » . 20 Minutes, 29 septembre 2025, www.20minutes.fr/monde/4174708-20250926-menace-drones-espace-aerien-plus-denses-europe-pourrait-etre-cible-assure-armee-air.

Dabila, Antony. “Drones, Dissuasion et Mutation Stratégique: Considérations Sur l'opération « Toile d'araignée ».” DSI (Défense et Sécurité Internationale), no. 179, 2025, pp. 76-81. JSTOR, <https://www.jstor.org/stable/48835452>. Accessed 8 Oct. 2025.

« Incursions russes et guerre hybride : l'Europe sous pression aérienne - IRIS » . IRIS, 26 septembre 2025, www.iris-france.org/incursions-russes-et-guerre-hybride-leurope-sous-pression-aerienne.

Ledroit, Valentin. « Une nouvelle incursion d'avions russes en Estonie plonge la Baltique en état d'alerte » . Touteleurope.eu, 22 septembre 2025, www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/une-nouvelle-incursion-d-avions-russes-en-estonie-plonge-la-baltique-en-etat-d-alerte.

Liboreiro, Jorge. « L'UE demande un “mur antidrones” après l'alerte à Copenhague » . Euronews, 23 septembre 2025, fr.euronews.com/my-europe/2025/09/23/lue-demande-un-mur-antidrones-apres-l-alerte-a-copenhague.

« L'Otan lance une opération “sentinelle orientale” pour renforcer son flanc est, après l'incursion de drones russes en Pologne » . Courrier International, 13 septembre 2025, www.courrierinternational.com/article/defense-l-otan-lance-une-operation-sentinelle-orientale-pour-renforcer-son-flanc-est-apres-l-incursion-de-drones-russes-en-pologne_235125.

« L'Ukraine prête à “aider ses partenaires” occidentaux à se défendre contre les drones russes » . Courrier International, 16 septembre 2025, www.courrierinternational.com/article/vu-de-kiev-l-ukraine-prete-a-aider-ses-partenaires-occidentaux-a-se-defendre-contre-les-drones-russes_235212.

Monde, Le. « Drones russes : l'OTAN mise à l'épreuve » . Le Monde.fr, 16 septembre 2025, www.lemonde.fr/idees/article/2025/09/16/drones-russes-l-otan-mise-a-l-epreuve_6641377_3232.html.

Palacin, Hugo. « Guerre en Ukraine ; : un drone russe a survolé la Roumanie, quelques jours après une intrusion similaire en Pologne » . Touteleurope.eu, 15 septembre 2025, www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/guerre-en-ukraine-un-drone-russe-a-survole-la-roumanie-quelques-jours-apres-une-intrusion-similaire-en-pologne.

Verdes, Juliette. « Guerre en Ukraine ; : la Pologne dénonce un “acte d'agression” après l'incursion de drones russes dans son espace aérien » . Touteleurope.eu, 10 septembre 2025, www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/guerre-en-ukraine-la-pologne-denonce-un-acte-d-agression-apres-l-incursion-de-drones-russes-dans-son-espace-aerien.

---.
« Qu'est-ce que l'article 4 de l'Otan, activé à la demande de l'Estonie ; ? » Touteleurope.eu, 24 septembre 2025, www.touteleurope.eu/l-ue-dans-le-monde/qu-est-ce-que-l-article-4-de-l-otan-active-a-la-demande-de-l-estonie.

[EUROPE] L'EUROPE DE LA DÉFENSE VA-T-ELLE EXPLOSER ? FOCUS SUR LE SCAF

« Avion de combat européen du futur : pourquoi l'Allemagne est prête à évincer la France du projet ». *L'Express*, 22 septembre 2025, <https://www.lexpress.fr/monde/europe/avion-de-combat-europeen-du-futur-pourquoi-lallemagne-est-prete-a-evincer-la-france-du-projet-4Z5SFO7UEVHU5D4KAOGBYTASNQ/>.

Des jumeaux mal en point: le SCAF et le Char du futur et la coopération franco-allemande | Ifri. <https://www.ifri.org/fr/etudes/des-jumeaux-mal-en-point-le-scaf-et-le-char-du-futur-et-la-cooperation-franco-allemande>. Consulté le 1 octobre 2025.

Lacombe, Lise. « L'Allemagne envisage de lâcher la France et leur projet d'avion de combat du futur ». *Le Point*, 20 septembre 2025, https://www.lepoint.fr/monde/l-allemande-envisage-de-lacher-la-france-et-leur-projet-d-avion-de-combat-du-futur-20-09-2025-2599113_24.php.

« On peut faire tout seul » : la réponse de Dassault à la pression allemande sur l'avion de chasse du futur ». *Les Echos*, 23 septembre 2025, <https://www.lesechos.fr/industrie-services/air-defense/on-peut-le-faire-tout-seul-de-a-a-z-la-reponse-cinglante-de-dassault-a-la-pression-allemande-sur-lavion-de-chasse-du-futur-2187846>.

[INDOPACIFIQUE] Le Népal en crise : quand la Génération Z se soulève contre le népotisme et la corruption

« Génération Z : un mouvement de contestation exacerbé par l'effet miroir des réseaux sociaux ». *RFI*, 2 oct. 2025, [rfi.fr/fr/monde/20251002-g%C3%A9n%C3%A9ration-z-un-mouvement-de-contestation-exacerbé-par-l-effet-miroir-des-r%C3%A9seaux-sociaux](https://www.rfi.fr/fr/monde/20251002-g%C3%A9n%C3%A9ration-z-un-mouvement-de-contestation-exacerbé-par-l-effet-miroir-des-r%C3%A9seaux-sociaux)

Tromas, Alexis, et Arthur Navet. « Pourquoi le Népal a-t-il sombré dans le chaos ? Comprendre en trois minutes ». *Le Monde*, 2 oct. 2025 [lemonde.fr/comprendre-en-3-minutes/video/2025/10/02/pourquoi-le-nepal-a-t-il-sombre-dans-le-chaos-comprendre-en-trois-minutes_6644058_6176282.html](https://www.lemonde.fr/comprendre-en-3-minutes/video/2025/10/02/pourquoi-le-nepal-a-t-il-sombre-dans-le-chaos-comprendre-en-trois-minutes_6644058_6176282.html)

[PROCHE ET MOYEN ORIENT] SPARTE OU LA DIPLOMATIE : QUELLES AVANCÉES DANS LA RECONNAISSANCE DE L'ÉTAT PALESTINIEN

« Combien de pays reconnaissent l'existence d'un État palestinien ? » *Les Décodeurs*, *Le Monde*, 21 sept. 2025, www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2025/09/21/combien-de-pays-reconnaissent-l-existence-d-un-etat-palestinien_6234866_4355771.html.

« Géopolitique du mercredi 17 septembre 2025. » *France Inter*, Radio France, 17 sept. 2025, www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/geopolitique/geopolitique-du-mercredi-17-septembre-2025-3596448.

Guterres, António. « *Speech Delivered by His Excellency António Guterres, Secretary-General of the United Nations, at the 80th Session of the UN General Assembly.* » *America Times*, 25 Sept. 2025, [america-times.com/speech-delivered-by-his-excellency-antonio-guterres-secretary-general-of-the-united-nations-at-the-80th-session-of-the-un-general-assembly/](https://www.america-times.com/speech-delivered-by-his-excellency-antonio-guterres-secretary-general-of-the-united-nations-at-the-80th-session-of-the-un-general-assembly/).

« Quels sont les pays qui ne reconnaissent pas la Palestine et pourquoi ? » *France 24*, 23 sept. 2025, <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20250923-quels-sont-les-pays-qui-ne-reconnaissent-pas-la-palestine-et-pourquoi>.

« New York : la reconnaissance de la Palestine par la France au risque de l'impuissance. » *Mediapart*, 23 sept. 2025, www.mediapart.fr/ezscd.univ-lyon3.fr/journal/international/230925/new-york-la-reconnaissance-de-la-palestine-par-la-france-au-risque-de-l-impuissance.

“Nous sommes entrés dans une ère de perturbations irréfléchies et de souffrance humaine impitoyable”, alerte Antonio Guterres à la tribune de l’ONU. *Le Monde*, 23 sept. 2025, www.lemonde.fr/international/article/2025/09/23/nous-sommes-entres-dans-une-ere-de-perturbations-irreflechies-et-de-souffrance-humaine-impitoyable-alerte-antonio-guterres-a-la-tribune-de-l-onu_6642647_3210.html.

“Pendant la reconnaissance, les massacres continuent.” *Le Monde diplomatique*, 22 sept. 2025, <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2025-09-22-Pendant-la-reconnaissance-les>.

“Sourd : la diplomatie – Nétanyahou imagine Israël en autarcie.” *Mediapart*, 22 Sept. 2025, www-mediapart-fr.ezscd.univ-lyon3.fr/journal/international/220925/sourd-la-diplomatie-netanyahou-imagine-israel-en-autarcie.

Lynch, Marc. Telhami, Shibley. « The Promise and Peril of Recognising Palestine ». *Foreign Affairs*, 15 Juil. 2025. <https://www.foreignaffairs.com/palestinian-territories/recognizing-palestine-two-state-solution-marc-lynch-shibley-telhami#>

[PROCHE ET MOYEN ORIENT] LA MÉDIATION QATARIE PEUT-ELLE SURVIVRE À LA VIOLATION DE SA SOUVERAINETÉ ?

« Israël-Hamas : comment le Qatar s’est-il imposé comme médiateur du conflit ? » *IRIS*, 30 nov. 2023, <https://www.iris-france.org/180462-israel-hamas-comment-le-qatar-sest-il-impose-comme-mediateur-du-conflit/>.

« Qatar réévalue son rôle de médiateur dans les négociations Israël-Hamas ». *Nations Unies – Actualités*, 25 sept. 2025, <https://news.un.org/fr/story/2025/09/1157454>.

« Entretien exclusif : le rôle du Qatar dans la médiation Israël-Hamas ». *Dailymotion*, 2025, <https://www.dailymotion.com/video/x8qarp1>.

« Qu’est-ce qu’un médiateur international ? » *Vie publique*, fiche thématique, <https://www.vie-publique.fr/fiches/274827-quest-ce-quun-mediateur-international>.

« Diplomatie humanitaire et médiations intéressées : le soft power business du Qatar ». *L’Officiel de la médiation*, 4 oct. 2025, <https://www.officieldelamediation.fr/2025/10/04/diplomatie-humanitaire-et-mediations-interessees-le-soft-power-business-du-qatar/>.

« Alliés des Occidentaux, proches du Hamas : à quoi joue le Qatar à Gaza ? » *IFRI*, <https://www.ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/allies-des-occidentaux-proches-du-hamas-quoi-joue-la-qatar-gaza>.

« Gulf leaders call on Trump to rein in Israel after Qatar emergency summit ». *The Guardian*, 15 sept. 2025, <https://www.theguardian.com/world/2025/sep/15/gulf-leaders-call-on-trump-to-rein-in-israel-after-qatar-emergency-summit>.

SOURCES IMAGES

[AFRIQUE] RÉVOLTES DE LA GEN Z EN AFRIQUE, LA JEUNESSE COMME SYMBOLE DE LUTTE EFFRÉNÉE

Wikimédia Commons / Copyright : Petar Milosevic / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/w/index.php?search=Rabat&title=Special%3ASearch&ns0=1&ns6=1&ns12=1&ns14=1&ns100=1&ns106=1#/media/File:Bab_al_Soufara,_Remparts_of_Almojad,_Rabat_\(باب_السفراء,_باب_السفارة_-_الرباط\).jpg](https://commons.wikimedia.org/w/index.php?search=Rabat&title=Special%3ASearch&ns0=1&ns6=1&ns12=1&ns14=1&ns100=1&ns106=1#/media/File:Bab_al_Soufara,_Remparts_of_Almojad,_Rabat_(باب_السفراء,_باب_السفارة_-_الرباط).jpg)

Wikimédia Commons / Copyright : Tom Turner / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Antananarivo_Street.JPG

Wikimédia Commons / Copyright : Tom Turner / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Antananarivo_Street.JPG

[AMERIQUE LATINE] NOUVELLES ÉLECTIONS EN BOLIVIE : APRÈS VINGT ANS AU POUVOIR, LA GAUCHE A CONNU UNE DÉFAITE INÉDITE

Wikimédia Commons / Copyright : Movimiento al Socialismo / 30 janvier 2025 / Utilisation non commerciale [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Logo_MAS_\(Venezuela\).png](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Logo_MAS_(Venezuela).png)

Wikimédia Commons / Copyright : Ministerio de Relaciones Exteriores Perú/ 1er septembre 2017 / Utilisation non commerciale https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Evo_Morales_2017.jpg.

[AMERIQUE LATINE] SOUVERAINETÉ ET SORORITÉ : LE CRI DE SHEINBAUM EN 2025

Wikimedia Common / Copyrights : Eneas De Troya / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Claudia_Sheinbaum,_presidenta_de_M%C3%A9xico_%285430432987%29.jpg

Wikimedia Common / Copyrights : EneasMx / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Estatua_de_Leona_Vicario_en_Avenida_Reforma.jpg

[INDOPACIFIQUE] LE NÉPAL EN CRISE : QUAND LA GÉNÉRATION Z SE SOULÈVE CONTRE LE NÉPOTISME ET LA CORRUPTION

Wikimedia Commons / Copyrights : हिमाल सुवेदी / Utilisation non commerciale / Lien : https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Fichier:GenZ_protest_against_government_in_chitwan%283%29,_8_september_2025.jpg

[PROCHE ET MOYEN ORIENT] LA MÉDIATION QATARIE PEUT-ELLE SURVIVRE À LA VIOLATION DE SA SOUVERAINETÉ ?

Source : Wikimédia Commons / Copyright : StellarD / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Corniche_Doha_Qatar.jpg

Source : Wikimédia Commons / Copyright : SKopp / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flag_of_Qatar.png